

# LE MONDE LIBERTAIRE



2€

ISSN 0026-9433

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Le triomphe d'un homme d'Etat, c'est aussi le triomphe d'un État et un État est une formation parasitaire et liberticide qui écrase tout ce qui ne se soumet pas à ses ordres. »

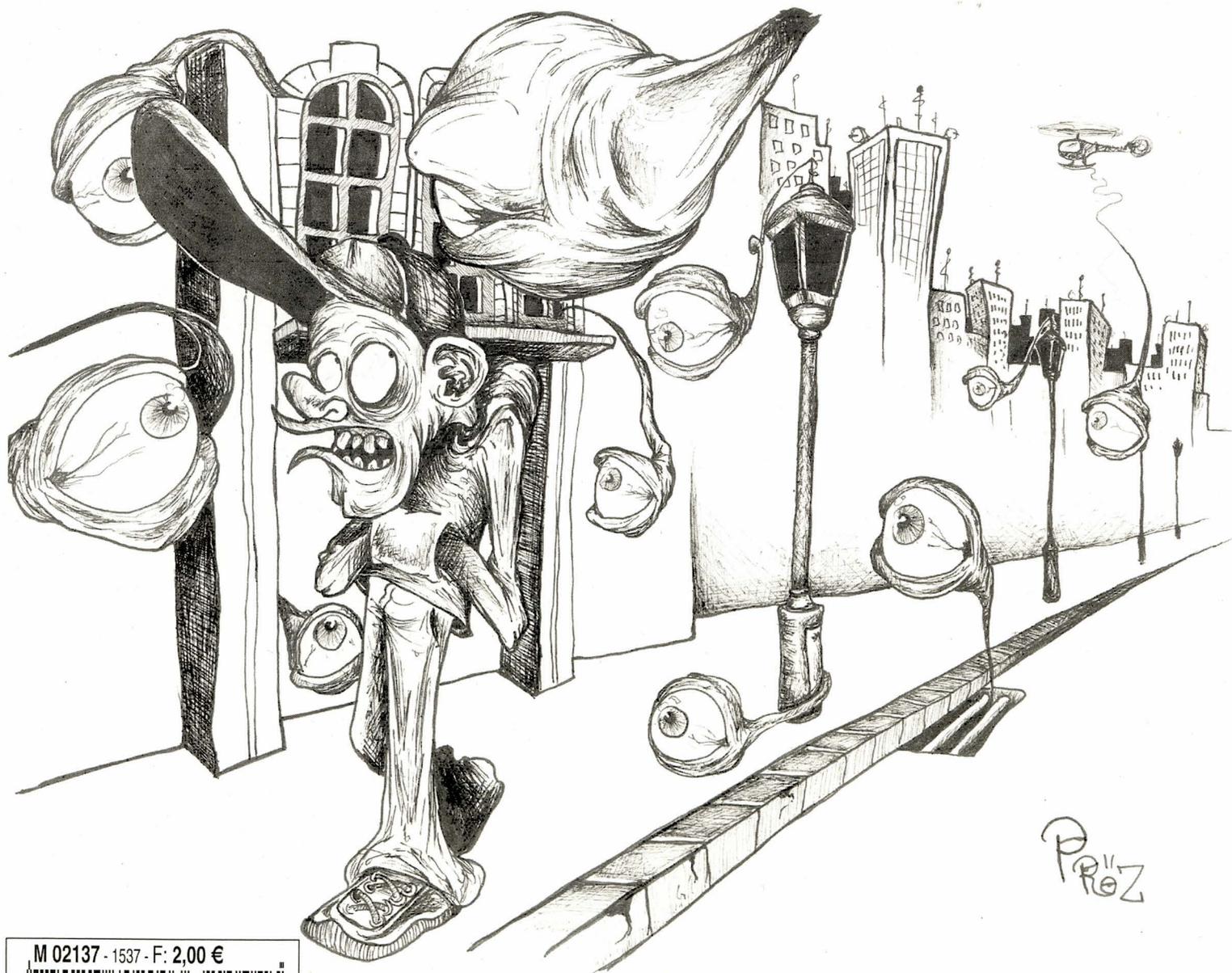
Lamartine

N° 1537

du 11 au 17 décembre 2008

## Consommation & spectacle

ville ludique, cage dorée



M 02137 - 1537 - F: 2,00 €



# Sommaire

Syndicats et **prud'hommes**, par Kintpuash, page 5

**Brèves**, page 6

**La faim**, par J.-P. Tertrais, page 7

**SNCF**, la pénibilité au quotidien, par S. Neumayer, page 9

Capitalisme et **espace public**, par J.-P. Garnier, page 11

Une curieuse analyse de la **décroissance**, par P. Pelletier, page 14

L'anarchisme **argentin**, interview par Rafael, page 15

Disgrace of **socialism**, by R. Dadoun, page 17

**Alliance syndicaliste**, la brochure, par Jimma, page 19s

**Cinéma** à Turin, par H. Hurst, page 20

**Le mouvement**, Anartiste, page 21

**Radio** libertaire, page 22

**Agenda**, page 23



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

## France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

## Étranger

27 €

46 €

77 €

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Qui n'a pas ricané *in petto* ou bruyamment en contemplant les pitreries du mini-duce qui régimente quasiment tout dans la Botte italienne? La gauche, parlementaire ou pas, ne surnage pas trop et le mouvement social semble endormi. C'est du moins ce que les médias, les tristes lucarnes en tête, veulent nous mettre dans le crâne. Pourtant, il suffit (*sic*) de lire les derniers *Monde libertaire* pour s'apercevoir que ça bouge.

Pas de ça chez nous, disent la majorité des habitants de l'Hexagone. Pourtant, entre les unes des magazines et les invités dans les radios et diverses télés, ça sent la main de son maître. Le dernier coup de poker du jockey énérvé est d'avoir fait entériner par l'Aquarium la nomination du patron de FranceTélévisions par le président de la République. Poutine, Berlusconi, Sarkozy, même combat, on s'en approche bigrement. On reviendrait même au temps du général De Gaulle quand le gouvernement contrôlait presque tout. La grosse différence est la montée du chômage et qu'on ne voit pas venir ce que l'on a appelé les « événements de 1968 ». La police de la pensée est en marche, la « marchandisation » des œuvres de l'esprit itou.

On en oublierait presque que le locataire de l'Élysée aime beaucoup les États-Unis, leur dynamisme, leur quasi-absence d'idées de progrès, leur médecine pour les riches et on en passe. Nous on n'a pas eu un 11 septembre, mais le 11 novembre nous a suffi. Les médias à la botte ont couru, le spectacle et la désinformation aussi, triste société. Va falloir épurer nos bibliothèques, camarades!

Pour en revenir aux États-Unis, il y a bien sûr ce que l'on aime, les anarcho-syndicalistes de Chicago (entre autre ceux de Haymarket), les Wooblies, le jazz, le blues... mais d'outre-Atlantique on nous envoie le bon comme le mauvais. Outre les idées piochées dans le Patriot Act, la crise bancaire, nous vient maintenant du « jamais vu » depuis trente-quatre ans. Des statistiques officielles annoncent que le taux de chômage est arrivé à 6,7 % le mois dernier. L'économie américaine a supprimé 533 000 emplois en novembre, « meilleur score » depuis 1974. Qu'en pense la ministre des Finances formée aux States? Pour notre part, nous lutterons sur tous les fronts contre les logiques du profit capitaliste qu'elles viennent d'ici ou d'ailleurs.

## Les consternantes éructions de Nico-Maton



**Sami Chemin**

**SELON LE FOLKLORE** de la Saint-Nicolas, le Père Fouettard est un personnage sinistre qui inflige des coups de fouet aux vilains garnements, alors qu'en contrepoint le Nicolas sanctifié par les marchands de craques de l'Église distribue des cadeaux aux enfants sages. N. S. réussit le tour de force de fondre les deux personnages en un seul. En voulez-vous la preuve? Considérant que les riches ont en continu un comportement digne d'éloges, il les submerge de cadeaux alors que, simultanément, il ne cesse de cogner sur le plus gros du peuple, l'accusant d'avoir des comportements délictueux, le suspectant par ailleurs d'être gangrené ontologiquement par l'esprit du vice.

Oublions un instant Nicolas le saint patron des... patrons et penchons-nous sur le foutriquet expert dans le maniement de la cravache. Réagissant au meurtre d'un étudiant par un patient échappé d'un hôpital à Grenoble, N. S. souhaite instituer une obligation de soins effective pour les malades mentaux présentant une certaine dangerosité et confier la décision de la sortie des internés d'office aux seuls préfets et juges. Le même, féru des plus hideuses technologies, propose d'équiper certains patients de système de localisation par satellite et/ou d'aménager 200 nouvelles chambres d'isolement et de créer quatre autres UMD (unités pour malades difficiles). Jean-Pierre Olié (chef de service à l'hôpital Sainte-Anne) a trouvé « surprenant » la surveillance du patient par GPS, vu qu'il est déjà puni par sa

maladie. Ce médecin, qui pourtant ne présente pas spécialement un profil d'« ultra gauchiste », ajoute qu'il voit dans cette préconisation une confusion entre délinquance et maladie. Foin des élucubrations de N. S., faisons plutôt un rapide état des lieux de la prise en charge des malades mentaux à l'heure actuelle. Fort heureusement, l'asile psychiatrique a disparu, des lits ont fermé massivement et la psychiatrie s'est ouverte sur la cité, mais hélas! l'offre de soins qui aurait dû accompagner en parallèle ce mouvement n'a pas suivi. Faute de structures spécialisées dans la prise en charge des malades mentaux et compte tenu de la déshérence des unités de soins ordinaires dans les hôpitaux, la psychiatrie est devenue au fil des ans le parent pauvre de la santé publique en France. Ce processus de délitement combiné avec la dégradation générale de la situation économique et sociale a contribué à faire basculer dans... l'irresponsabilité les différents gouvernements qui se sont succédé ces dernières années, celui placé sous la férule du tapageur N. S. ne fait que s'inscrire dans le même mouvement.

Bien sûr – et fort heureusement – dans leur immense majorité les personnes qui souffrent de maladies mentales ne commettent pas d'actes qui les exposeraient à subir les foudres de la loi. Viennent-elles à commettre un crime? Pour celles qui sont examinées en attente de jugement, les diagnostics d'irresponsabilité ont été divisés par dix en dix ans. Pire encore, quand la

maladie est détectée mais qu'elle ne suffit pas à « abolir le discernement » (ce qui aboutit à l'irresponsabilité) mais seulement à « l'altérer », les peines sont alourdies, ce qui fait que les prisons comptent 7 % de schizophrènes (qui l'étaient déjà avant leur incarcération), soit 7 fois plus que dans la population générale, plus 7 % de malades qui souffrent de paranoïa et de psychose hallucinatoire chronique (PHC). Comble de l'horreur, la prison ne se contente pas d'aggraver les pathologies des uns, elle en provoque chez d'autres prisonniers, puisque 40 % des détenus sont dépressifs, 33 % souffrent d'anxiété généralisée et 17 % d'agoraphobie (étude du Pr Frédéric Rouillon de la direction générale de la santé et du Dr Falissard en 2004).

Ces chiffres sont affligeants mais pas au point d'émouvoir si peu que ce soit Nico-Maton, bien au contraire. Ce monomane de la répression agite son chat à neuf queues pour menacer d'autres catégories de la population. Nico-Maton a les mineurs dans le collimateur. Les études les plus sérieuses (par exemple celles menées par le sociologue L. Mucchielli) ont beau démontrer que la part relative des mineurs dans la délinquance générale baisse et que les mises en cause afférentes aux tranches d'âge concernées portent pour une écrasante majorité sur des petits délits et non des violences, Nico-Maton n'en a cure et veut mener à bien la 32<sup>e</sup> réforme de l'ordonnance de 1945 qui régit le sort judiciaire des mineurs. Rachida Dati et son porte-plume Varinard, tous deux exécuteurs de la volonté de leur gourou, ont mitonné un texte qui prévoit, entre autres mesures répugnantes, de créer des tribunaux correctionnels pour mineurs (tranche d'âge concernée, les 16 à 18 ans) et d'autoriser la police à auditionner les mineurs de moins de douze ans. Nota : une dépêche nous apprend que Fillon semble regimber, le paillason préféré de Nico le petit choisirait-il ce motif pour restaurer son image? Quoi qu'il en soit, si nous restons les bras croisés, les canailles qui mandatent les robocops dans les écoles et collèges pour rafler les enfants sans papiers ne tarderont pas à envoyer la flicaille dans les crèches. Vous en doutez? Alors imprégnez vous des propos que tient F. Lefebvre (député et porte-parole de

l'UMP) : « Je ne suis pas un spécialiste, donc je ne déterminerai pas à quel âge il faut le faire, mais quand vous détectez chez un enfant très jeune, à la garderie, qu'il a un comportement violent, c'est le servir, c'est lui être utile à lui (sic) que de mettre une politique de prévention tout de suite (re-sic). »

Nico-Maton, Dati, Varinard, Lefebvre et consorts sont des individus qui professent un mépris total pour tout le domaine des sciences sociales et humaines, sinon ils auraient médité sur le constat fait par Le Poutier (un chercheur) qui indiquait que le fait d'attribuer des causes individuelles aux comportements délinquants, c'est-à-dire de les associer par exemple à des traits de la personnalité ou à des pathologies mentales, permet non seulement de légitimer les mesures prises à l'égard des personnes qui les émettent mais aussi de donner un sentiment de contrôle face à ces situations problématiques.

Mais tout cela Nico-Maton s'en tamponne le coquillard, comme il se contrefiche également du rapport cinglant rédigé par Thomas Hammerberg (commissaire aux Droits de l'homme au Conseil de l'Europe) sur les prisons françaises. Pourtant ce texte dénonce avec vigueur la surpopulation carcérale, la promiscuité, les conditions d'hygiène déplorables, la vétusté des installations, pour conclure que l'état des prisons françaises est inacceptable. Pour sa part, Alvaro Gil Robles, son prédécesseur dans les mêmes fonctions, avait déclaré en 2005 « n'avoir jamais vu pire que certaines prisons françaises à part en Moldavie ». Voilà des propos forts vexatoires pour Nico-Maton, non pas à cause du dégoût que devrait lui inspirer une telle comparaison mais parce que ce triste individu ne voit les choses qu'en grand et qu'à cet égard l'industrie carcérale pratiquée sur une très vaste échelle aux États-Unis le fait baver d'envie.

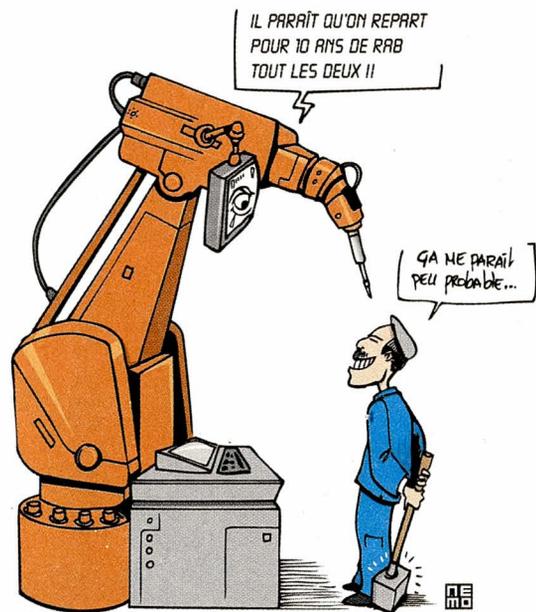
La France pays des droits de l'homme? Même si vous êtes convaincu de la justesse de la non violence, si vous entendez un quidam proférer une telle ineptie, faites une exception et donnez-lui une bonne baffe ou, bien mieux encore, invitez-le à faire en sorte qu'il se débrouille pour aller méditer sur la véracité de cette formule en séjournant derrière les barreaux.

S.C.



# Prud'hommes

## Consommation à la hausse, désignation à la baisse



ÇA Y EST! C'EST TERMINÉ, et ce dans une grande indifférence. Les élections prud'homales ont reflété un refus de vote massif<sup>1</sup> malgré une mobilisation intense des militants et militantes par les appareils syndicaux autour d'enjeux qui ne sont pourtant pas les mêmes pour les bonzes ou la base. Si pour cette dernière il s'agissait de sensibiliser d'avantage le monde du travail avec la crise financière en toile de fond et de l'engager largement à traduire son attachement à cette juridiction face aux employeurs et au gouvernement, il n'en était pas de même pour les directions confédérales. En effet, pour celles-ci, c'était avant tout une première étape barométrique dans le cadre de la réforme de la représentativité.

Certes les élections prud'homales ne constituent pas un événement d'une ampleur bouleversante pour le pays. Une si forte indifférence de la part des salariés pose toutefois des questions. Cette désertion dans la délégation de conseillers prud'hommes pourrait contenter une organisation syndicale comme la CNT, si au moins elle s'accompagnait d'une mobilisation sociale d'envergure vers une émancipation sociale. Mais il n'en est rien! On peut toutefois se satisfaire de la nette progression des Solidaires et rêver ainsi d'une radicalisation d'ampleur allant dans le sens d'une recomposition du paysage syndical. Cependant, cette progression ramenée à l'aune du nombre demeure modeste par rapport au volume de voix recueillies par une CGT « gagnante »<sup>2</sup>.

Les employeurs, eux, ont d'avantage de conscience sociale, malgré leur haine pour cette instance juridique dédiée aux conflits du travail<sup>3</sup> car leur participation au vote est d'un peu plus de 34 % et les listes du Medef recueillent 70 % des voix patronales. Dans la plus fictive et merveilleuse des démocraties, il est certain que si la totalité des exploités avait conscience de ses intérêts ainsi que de son nombre et qu'elle pût prétendre (naïvement!) les garantir par les seules urnes, il y a belle lurette que la question sociale aurait été réglée.

Comparativement à la soumission de la population au vote parlementaire et présiden-

tiel (surtout les dernières élections), cette trop large abstention des salariés dans les dernières prud'homales est décourageante pour les militantes et militants syndicalistes compte tenu à la fois de la lourde part d'énergie que cette campagne a nécessitée et aussi de leur implication régulière sur le terrain, en entreprises et en unions locales. D'autant qu'il s'agit là de déléguer des militants qui partagent le quotidien de leur classe – même si c'est de la délégation – et non des politiciens éloignés des réalités sociales, seulement désireux d'asseoir leur pouvoir.

On peut bien sûr mettre en cause le rôle de l'État dans l'organisation des élections, que ce soit par l'absence d'espace médiatique occupé par des syndicalistes menant campagne, excepté la tardive apparition de clips insignifiants et vides de sens, ou par l'éparpillement des bureaux de vote et les bizarreries relevées dans la non-inscription d'actifs et surtout de chômeurs, sans oublier la clownerie du vote électronique sur Paris<sup>4</sup>. Du côté syndical, les plus grosses organisations ont bénéficié de véritables subventions, or, le moins que l'on puisse dire est qu'elle ont mis du temps à les traduire sur le terrain. Les syndicalistes pourraient tout autant reprocher à leurs conf' le peu de cas qu'elles ont fait lors de la réduction décrétée du temps indemnité alloué à la rédaction des délibérés tout comme pour la suppression de 62 tribunaux des prud'hommes<sup>5</sup>... On peut aussi incriminer les prud'hommes dans la mesure où leur justice ne donne raison qu'à 70 % aux demandeurs et que certains conseillers oublient (pour ceux qui en avaient conscience au départ) de se comporter selon les principes ouvriers du mandat qui leur est confié. Mais fondamentalement la raison n'est pas là! Car, avec moins de 5 millions de votants pour 18,6 millions de salariés concernés et malgré 200 000 affaires traitées par an aux prud'hommes, cela n'est pas suffisant pour expliquer un tel désengagement. Si les élections de désignation de militants syndicalistes à la Sécurité sociale avaient été maintenues, elles connaîtraient le même désintérêt.

On revient inévitablement à la désaffection des salariés pour la chose syndicale et pour l'émancipation sociale trop longtemps infestée par la vermine politique, qu'elle soit social-démocrate, stalinienne ou trotskiste. Relayé par un décervelage massif de la population orchestré par les médias et le spectacle, le culte de la croissance et de la consommation a pour l'heure gagné idéologiquement dans les esprits. Cela dit, rien n'est immuable et la crise économique ne fait que débiter. Quelles seront alors les capacités militantes syndicales à infléchir les intérêts de la minorité possédante à partir d'une grogne populaire, et cela en se détournant des préoccupations de leurs bureaucraties syndicales?

**Kintpuash**

Groupe Albert-Camus

1. Record d'abstention à 74,5 % des salariés inscrits. Une baisse constante depuis 1982...

2. Notons que, par rapports aux suffrages exprimés, les Solidaires ont doublé leurs voix avec seulement 7 000 conseillers candidats, alors que la CGT avec moins de salariés votants n'a fait que stabiliser sa position par rapport à 2002.

3. Comme aime à le distiller la sainte patronne des patrons: « La justice prud'homale insécurise les employeurs. » C'est vrai qu'ils sont sensibles!

4. Un mode de vote très acrobatique à réaliser suivant les environnements logiciels utilisés et sécurisés en entreprise ou en cyber-café. C'était l'employé sur une jambe de bois que le ministre du Travail se vantait d'initier alors que l'Île-de-France a la plus forte concentration salariale et l'abstention aux prud'homales la plus forte aussi.

5. C'est avant tout la qualité d'une décision d'instance prud'homale qui va écarter les risques de recours en appel au civil par les employeurs. Les conseillers prud'hommes des tribunaux supprimés sont recentrés avec leur faible volume d'affaires (prétexté pour leur suppression) sur ceux maintenus ne bénéficiant pas pour autant de dotation de salles et de greffiers supplémentaires. Bonjour l'aggravation des délais de justice!

### Ça passe ou ça casse!

Plusieurs milliers de manifestants ont occupé le siège de l'AN (Agence nationale de la recherche), près de la gare de Lyon, malgré l'interdiction policière initiale. Bravo!

### Répression transfrontalière

Le comité de soutien belge aux accusés de Tarmac subit perquisition, saisie d'ordinateurs, gardes à vue... Les lois antiterroristes éclaboussent donc jusqu'en Belgique! Un autre lien est possible: durant la manifestation à Vichy, des militants belges ont été arrêtés en première ligne (le groupe de Tarmac était à Vichy aussi et largement filmé, repéré) Ça promet!

### Petite manif de soutien à Rennes

Une petite centaine de personnes à la manif rennaise de soutien aux inculpés de Tarmac, dont une dizaine de militants de la FA et des individus de la mouvance squat, des ex-Scalp et des anciens du mouvement anti-CPE, mais pas de présence d'autres orgas libertaires. Réveillez-vous camarades, avant qu'il ne soit trop tard!

### Chômage taux record

La France a comptabilisé 45 900 chômeurs de plus en octobre 2008, soit la plus forte hausse depuis 15 ans. La barre des 2 millions de chômeurs est dépassée. La hausse est la plus forte enregistrée depuis mars 1993.

### Vive la société de consommation!

Un employé d'un hypermarché Wal-Mart de Long Island, à New York, est mort piétiné par une horde de consommateurs déchaînés peu après l'ouverture du magasin pour les soldes.

### L'adoption homo vue par les pingouins

Dans le zoo Harbin en Chine, les gardiens ont observé qu'un couple de pingouins homosexuels avait subtilisé les œufs de voisins hétérosexuels et tenté de masquer leur méfait en les remplaçant par de gros

cailloux... Lorsque les victimes se sont aperçues du larcin, elles ont réagi en mettant le couple homosexuel en quarantaine. Le comportement des deux mâles s'expliquerait par l'existence d'un instinct paternel puissant, présent chez les pingouins indépendamment de leur orientation sexuelle.

### Stigmatisation des salariés malades du sida

Les salariés séropositifs, qui sont déjà « les premières victimes de la politique de santé menée par le gouvernement », continuent en outre à subir stigmatisation et exclusion, a souligné la CGT le 1<sup>er</sup> décembre, Journée mondiale de lutte contre le sida. « Les salariés séropositifs sont victimes de harcèlement, discrimination et exclusion sur le lieu de travail, inégalité de traitement de la part d'institutions comme les mutuelles ou les banques. »

### Act-Up contre la pénalisation

Le 1<sup>er</sup> décembre, une quinzaine de militants et militantes d'Act-Up Paris ont déployé une banderole: « Sida – ni coupables, ni victimes », sur les marches du palais de justice de Paris aux cris de « pas de juges dans nos lits ». Par cette action, Act-Up Paris proteste contre la multiplication des procès liés à la pénalisation de la transmission sexuelle du VIH, comme l'illustre à Orléans le procès aux assises – une première dans les annales – où l'accusée, 39 ans, qui avait contaminé son époux (ce qu'elle a nié), a écopé de 5 ans avec sursis, tandis que l'avocate générale avait réclamé une peine de prison ferme.

### Maitres et chiens fous

Le 17 novembre, une intervention de gendarmes dans un centre pour apprentis de Marciac a révolté un professeur choqué par les méthodes « musclées » des militaires et de leurs chiens. Une pratique qui devient courante... Il s'agit de la seconde en un mois, sous prétexte de trouver des drogues douces.

### Éducation: L'article 89.

Si l'article 89 est effectivement abrogé une proposition de loi se substituant à cet article va être débattue le 10 décembre au Sénat. Ce texte a pour objet de « garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association et d'encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence ». Il s'agit là de faire bénéficier les écoles privées de financements nouveaux, alors même que les écoles publiques sont confrontées à une austérité budgétaire inédite. « La contribution de la commune de résidence revêt le caractère d'une dépense obligatoire lorsqu'elle ne dispose pas des capacités d'accueil nécessaires à la scolarisation d'un élève dans une école publique. »

### Répression à Oaxaca.

La répression continue à Oaxaca (S.E. du Mexique), avec une toute nouvelle forme inventé par le gouvernement et ses sbires policiers; à présent on réprime à l'intérieur des centres pénitenciers. En France, on a inventé la double peine; au Mexique ils ont créé la double répression... pour s'assurer que tu ne sores pas vivant de leurs centres de répression social: invention de délits (112 ans de prison cumulés pour un companero d'Atenco luttant pour conserver ses terres), disparitions forcées, torture psychologique et physique, viols de femmes (pas plus tard que jeudi passé dans l'État de Michoacan). Elle est jolie la démocratie mexicaine que leurs médias nous vendent, en tout cas dans la vie réelle, sans image subliminale télévisée, c'est bien une dictature militaire qui se met en place.



# Vaincre la faim ou périr

Jean-Pierre Tertrais

**EN CONTRAIGNANT À L'EXODE**, au chômage, à la pauvreté et même à la famine des centaines de milliers de paysans par une concurrence perverse entre systèmes agraires inégaux, en détruisant peu à peu la fertilité des milieux qu'elle exploite, l'agriculture dominante – chimique, industrielle, capitaliste – représente le plus grand crime contre l'humanité. La sur-exploitation des terres détruit, parfois de manière irréversible, la richesse de l'héritage agricole de l'humanité qu'avaient constituée des millénaires de courage, de patience, de capacité inventive insoupçonnée. L'agriculture a désormais cessé de nourrir l'espèce humaine pour enrichir les prédateurs qui tentent de la domestiquer.

## Les pays pauvres à la dérive

Nul n'ignore les chiffres scandaleux de la faim: 32 000 enfants meurent chaque jour, 800 millions de sous-alimentés chroniques. Mais les récentes émeutes de la faim ont conféré une autre dimension au phénomène. Depuis les premières manifestations en janvier 2007 au Mexique, une quarantaine de pays ont été touchés, avec, presque à chaque



fois, plusieurs morts et un avenir proche lourd de troubles politiques, de désordres sociaux. Disséminées sur toute la planète, des centaines de banlieues sont prêtes à exploser à la moindre étincelle.

Absorbés par leurs bilans et perspectives de carrières, les dirigeants politiques semblent découvrir l'ampleur du drame (le prix du caviar doit rester abordable!). Mais faut-il s'en étonner lorsque plusieurs facteurs conjuguent leurs effets sur les tarifs de la plupart des denrées agricoles. D'abord les règles du commerce mondial, qui ont éliminé plus d'un milliard de petits paysans depuis quinze ans et qui permettent à des légumes européens d'être vendus trois fois moins cher que les produits locaux sur beaucoup de marchés africains (l'Union européenne a versé, en 2006, cent dix milliards d'euros à ses agrimateurs!). Les politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont détourné les meilleures terres vers les produits de base destinés au marché mondial ou aux cultures de contre-saison et à haute valeur ajoutée et livrent les populations à la merci du marché

international. La concentration des terres draine vers les villes des millions d'individus réduits au chômage (au Brésil, 46 % des terres arables sont aux mains de 1 % de la population).

Jouent aussi la hausse du prix du baril de pétrole, les accidents climatiques à répétition, l'augmentation de la démographie mondiale, la demande de céréales dans les pays émergents, des stocks au plus bas depuis vingt-cinq ans, le développement des agrocarburants (des millions de tonnes de céréales sont utilisées chaque année pour la fabrication d'éthanol et de biodiésel).

La modification des régimes alimentaires aggrave, bien entendu, le problème puisque, selon l'hypocrite FAO, la consommation de viande par habitant dans les pays pauvres a augmenté de 150 %, celle du lait et des produits laitiers de 60 %, et 65 % de la production mondiale de maïs sont aujourd'hui destinés à l'alimentation animale. Le résultat est brutal: 130 % d'augmentation du prix du blé au cours de l'année 2007; doublement du prix du riz en Asie au cours des trois premiers mois de 2008.

Plus sinistre encore, de « nouveaux investisseurs » se positionnent dans l'agrobusiness; les denrées alimentaires deviennent un placement juteux. Ainsi, plus de 30 % de la flambée des prix agricoles seraient dus à la spéculation. Les conséquences d'un capitalisme qui poursuit sa logique jusqu'au bout sont dramatiques: des paysans contraints de vendre une vache, une chèvre pour manger, de la viande que l'on remplace par des abats, un repas quotidien qu'on supprime, la mendicité, le vol, l'exposition de sa propre vie lors des révoltes. En attendant des mouvements de foules incontrôlables à la prochaine flambée du pétrole, parce que la crise alimentaire constitue un danger beaucoup plus « sérieux » que le terrorisme pour les années à venir.

### La faim progresse aussi en France

Même si le consommateur européen ne consacre que 13 % de son pouvoir d'achat à la nourriture (entre 60 % et 80 % dans les pays pauvres), l'augmentation générale du coût de la vie (loyer, gaz, essence...) grève le budget alimentaire. De plus en plus nombreux sont ceux qui se trouvent acculés à fouiller les poubelles des grandes surfaces ou des restaurants pour se nourrir, ceux qui se ruent sur les restes après les marchés aux fruits et légumes. 2,6 millions de personnes ont besoin de l'aide alimentaire des grandes associations. Les demandes envers le Secours populaire ont augmenté de 15 % à 20 % en un an. Autre indice convergent d'une paupérisation accrue, les salles de vente d'Emmaüs sont de plus en plus fréquentées par les classes moyennes. Et ce ne sont ni les dons, ni le dévouement des bénévoles, ni les plans d'urgence qui vont longtemps contenir la colère des foules et empêcher que les supermarchés soient pris d'assaut.

### Un pouvoir en plein désarroi

Conscients d'être assis sur des sièges éjectables, les classes politiques affichent de bonnes intentions et feignent d'inciter les capitalistes à la modération, c'est-à-dire à l'impossible. Il ne suffira pas de reconnaître quelques « erreurs et négligences » pour restaurer un système financier qui échappe à tout contrôle. La fuite en avant orchestrée par des apprentis sorciers avec des technologies de pointe (utilisation de satellites pour prévenir les invasions de criquets, tracteurs bourrés d'électronique pour calculer les doses de traitements...) ne masquera pas la mainmise grandissante d'une poignée de firmes sur la politique agroalimentaire de nombreux pays, avec la complicité des États. Les fiascos lamentables et répétés des différents « sommets » ouvrent une voie béante à la marchandisation du vivant, à la confiscation des ressources énergétiques, à la privatisation du bien commun de l'humanité. Ex-rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler qualifie d'« échec total » le dernier sommet de la FAO de juin à Rome.

### Gérer directement les ressources

Il ne s'agit évidemment pas d'un phénomène temporaire, conjoncturel, mais bien d'un effondrement structurel dont il faudra tirer toutes les conséquences. L'économie mondiale vit actuellement sur une dette que personne ne peut rembourser. Cette situation peut être inversée à condition d'y engager l'énergie nécessaire. Face à cette crise majeure de l'économie mondiale, deux défis doivent être relevés: se réapproprier collectivement les terres agricoles, restaurer des systèmes agraires respectueux des ressources et des équilibres. L'un sans l'autre serait vain.

### Réappropriation collective des terres

Faut-il rappeler un peu l'histoire? Chacun sait qu'en Angleterre, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, les seigneurs fonciers avaient commencé d'enclore les terres de parcours afin de s'en réserver l'usage exclusif, profitant souvent de l'occasion pour accaparer les meilleures terres. Ce mouvement d'« enclosure » reprit de plus belle au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec l'appui du Parlement composé en majorité... de propriétaires terriens. Non-renouvellement des baux à durée limitée, reprise des terres au moment des décès et des mutations et évictions abusives ont réduit la petite paysannerie au salariat, à la mendicité, à l'exode, à l'émigration, et concentré la terre aux mains d'un nombre réduit de grands propriétaires. Si, en France, la Révolution avait fortement fait reculer la grande propriété seigneuriale, la Troisième République supprimera la vaine pâture. Le capitalisme achèvera l'œuvre un peu plus tard.

Faudrait-il croire au réformisme, au parlementarisme, au rôle régulateur de l'État pour gommer les gigantesques inégalités engendrées en trois ou quatre siècles? Les obstacles ne manquent pas à un véritable changement social (stratégie du système bancaire, prédomi-

nance des firmes, résistance farouche des grosses exploitations, répression par le biais de la police et de l'armée...), mais les Espagnols nous ont ouvert la voie il y a trois quarts de siècle. L'expérience, la concertation, la détermination, la cohésion, la maturité ont permis de multiplier les collectivités (démocratie directe, mise en commun des terres et du matériel agricole), les coopératives, l'autogestion, le fédéralisme. Non pas un modèle théorique donneur de leçons, mais quelques grands principes, un foisonnement de solutions originales, un fol élan de solidarité, une aspiration irréprouvable à la liberté. Si la perspective s'appelle « utopie », l'autre versant se nomme « la mort ».

### Respecter ressources et équilibres

Il ne servirait à rien de « collectiviser » un outil de travail, la terre en l'occurrence, si c'était pour continuer à le détruire. Parce que l'agriculture industrielle a « oublié » que le sol était un ensemble d'organismes vivants, elle a sacrifié des centaines de milliers d'hectares. Si l'objectif est de nourrir neuf milliards d'habitants dans un demi-siècle, il est impératif de renouer avec des formes d'agriculture complexes, peu coûteuses en ressources non renouvelables et en capitaux, de réhabiliter des savoir-faire paysans traditionnels fondés sur l'observation et la connaissance intuitive des mécanismes de la nature.

Il s'agit d'un autre rapport à l'échange, mais aussi au travail, à la technique. Optimiser les qualités du sol en privilégiant la fumure organique, la lutte biologique contre les parasites, le travail superficiel de la terre, les assolements, les associations de plantes. Préférer les variétés anciennes adaptées à de multiples conditions de culture. Multiplier les réserves d'eau de proximité plutôt que les barrages monstrueux. Probablement, redécouvrir la traction animale. Et, bien entendu, transformer les terrains de golf en potagers familiaux!

Le défi alimentaire – qui est loin d'être gagné – nécessite aussi de réduire l'élevage, qui constitue une menace pour l'environnement (méthane, eau...) et un concurrent pour l'homme puisqu'il faut sept calories d'origine végétale pour produire une calorie d'origine animale et que, dans le monde, 78 % des terres agricoles sont destinées à l'élevage! Il nécessite également de protéger les abeilles, dont on constate une défaillance massive du système immunitaire, pour des raisons multiples et concomitantes (apiculture intensive, pesticides, OGM, champs électromagnétiques). Or l'importance des abeilles est vitale comme pollinisatrices pour l'agriculture et les plantes sauvages. L'humanité ne survivrait pas à une extension, même limitée, de la faim. Il faudra l'éradiquer. La tâche est ardue, mais comme disait Sénèque: « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles qu'on n'ose pas; c'est parce qu'on n'ose pas qu'elles sont difficiles. » Alors, osons.

J.-P.T.

# La pénible exigence d'un nouveau Luddisme

## Réflexions syndicales sur la pénibilité à la SNCF

Os à ronger pour les bureaucraties syndicales méritantes suite au dernier conflit de 2007 sur les retraites, la SNCF a lancé sa machine paritaire sur la pénibilité. De groupes de travail en tables rondes, de critères de pénibilité sur des emplois repères en mesures d'accompagnement de fin de carrière, la cogestion a réussi à dresser la pénibilité contre l'objectif collectif réel d'amélioration des conditions de travail. Démonstration avec l'exégèse du « vademecum à l'usage des dirigeants », document de travail remis aux organisations syndicales, par lequel la SNCF montre comment elle explique le système à ses hiérarques.



**Sitta Neumayer**

Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, militant Sud Rail.

### La personne à l'origine de la pénibilité

Dès les éléments de définition, la pénibilité prend un aiguillage subtil: « convergence de deux éléments: les conditions de travail et le dommage sur la santé du salarié (...) varient en fonction de la perception et de la résistance du salarié aux contraintes de son environnement de travail. (...) La pénibilité n'est pas liée aux conditions objectives de travail, contrairement à la dangerosité, l'insalubrité ou le risque. (...) se caractérise par un élément subjectif, lié à la situation individuelle de la personne fournissant sa prestation de travail dans un tel environnement ». D'où la conclusion: « La pénibilité est la conséquence du travail sur les capacités de la personne et donc sur ses aptitudes éventuelles à tenir certains emplois. (...) intègre les capacités intrinsèques initiales de la personne. C'est pourquoi le débat sur la pénibilité trouve toute sa place dans les réflexions sur les évolutions des régimes de retraite. » On a basculé en une page des conditions de travail, qui sont une construction collective, à la pénibilité renvoyant à une aptitude individuelle. Par souci de gestion, on définira des normes et des catégories qui s'appliqueront à un ensemble d'individus considérés comme ayant des caractéristiques d'aptitude comparables, mais ce sera dans un rapport individuel au travail.

### L'intérêt bien compris du patron

Une fois posé le sens du mouvement, la hiérarchie des valeurs peut trouver à s'appliquer: « pourquoi prendre en compte la pénibilité? » se demande le document. C'est le vieillissement de la population au travail – « corollaire de l'évolution du régime de retraite », précise-t-on! – « et les limitations physiologiques qui peuvent en découler, (qui) peuvent conduire des agents à ne plus pouvoir exercer leur métier. Ils doivent alors être reconvertis, ou bien leur poste de travail doit être adapté. Ce besoin doit être anticipé pour réduire au maximum les périodes de non-utilisation du personnel, autant préjudiciable pour l'agent que pour l'entreprise ». Le document souligne en effet « une forte accélération du taux d'ILD (interruption de longue durée) à partir de quarante-cinq ans. Si cette tendance se prolongeait linéairement, on peut estimer qu'un taux de 10 % d'agents en ILD dans la tranche 50-60 ans est possible (soit) 4000 agents (représentant) une masse salariale de 200 millions d'euros ». Nous y voilà! Il faut pouvoir continuer à user les personnes sans s'interroger sur l'utilité sociale du travail, son organisation ni le contenu concret des postes. Mais si on va trop loin et qu'on casse les personnes, ça ne rend plus; et tant que l'entreprise doit encore, directement ou indirectement, assumer une

partie du coût de la personne, elle perd en productivité.

La hiérarchie des solutions est également éclairante. D'abord l'aménagement du poste en fin de carrière, illustré par deux graphiques. Le premier, intitulé « Trajectoire professionnelle naturelle », montre trois segments. Un segment croissant intitulé « motivation intrinsèque puis extrinsèque, en phase de construction et réalisation ». Vient ensuite la phase haute de « plénitude, sérénité, mais aussi doute quant à l'avenir ». Enfin, le segment décroissant vise une « démotivation professionnelle, intérêts externes ». Le deuxième graphique, intitulé « Trajectoire professionnelle construite », superpose au premier la solution: juste au moment où la courbe de motivation va retomber, on fait un « bilan d'orientation », qui induit un « ressaut de motivation par élargissement des tâches, reconnaissance des compétences acquises », avec un « gain d'efficacité partagé. » Or les fameux aménagements de poste reposent sur « le développement de postes traditionnellement calés sur la qualification D (dernier niveau exécution à la SNCF), en appui des hiérarchiques, pour se recentrer sur le management ». Ce sont des postes d'« assistant formation, assistant de production (tableau de bord), assistant qualité certification, assistant à la commande du personnel, ... ». Trois



conclusions à ce stade. On voit bien la valeur morale du travail qui sous-tend cette vision (par opposition aux « intérêts externes »). Cette vision est étroite puisque, dans l'économie actuelle, les intérêts externes des salariés d'une entreprise sont le chiffre d'affaires d'une autre. Enfin, ces postes censés remotiver les exécutions en fin de carrière sont finalement les bons vieux postes de contremaître (mais dans l'environnement moderne de la bureaucratie managériale).

Pour ceux qu'on ne pourra pas mettre à ces postes de contremaître, la SNCF consent à la réduction de la pénibilité, laquelle est déclinée, dans l'ordre de priorité, en amélioration des conditions de travail, mesures organisationnelles et mesures d'accompagnement. On pourrait se réjouir de la primauté des conditions de travail ici, si ce n'était une vision exclusivement individuelle et de mesures techniques d'aménagement du poste, dont on se demande pourquoi elles ne peuvent être développées pour tous avec une vision collective de l'organisation du travail. Même chose pour les mesures organisationnelles, qui n'interviennent qu'en cas d'impossibilité d'aménager le poste, et qui consistent alors à « varier les missions à forte contraintes et des missions à moindre contrainte » (on fait une moyenne de pénibilité!). Enfin, quand même ceci n'est pas possible, on aura la mesure d'accompagnement de la cessation progressive d'activité pour adapter l'exploitation de la personne à son degré d'usure.

### La bureaucratie de la pénibilité

Vient ensuite toute l'ingénierie RH pour mesurer, classer et normer. On choisit des « emplois repères » pour lesquels on va chercher les 22 facteurs de pénibilité répartis en quatre groupes: contraintes physiques, environnement et contexte de travail, horaires et rythmes de travail, conditions d'exercice. En soi, cet essai de typologie et de définition n'est pas condamnable. C'est une approche de connaissance comme une autre. Mais la manière de l'utiliser appelle des critiques. J'en ferai deux à ce stade. La première, récurrente, est que les intitulés des quatre groupes de critères évitent toujours l'association des termes conditions de travail (on a contexte de travail et conditions d'exercice mais pas conditions de travail). La seconde illustre l'absence de toute réflexion sur l'utilité du travail. Imaginez-vous que le baudrier porte flingue + matraque + lacrymo + menottes + talkie-walkie des agents de la Suge (la police SNCF) n'est, dans cette logique, qu'un EPI (équipement de protection individuel) au même titre que le masque qui protégera les poumons de l'ouvrier dans l'atelier de peinture du matériel roulant. Et des syndicalistes ont négocié avec le patron le coefficient de pénibilité du lourd EPI (3 kg) des agents Suge sans aucune réflexion sur le sens du boulot. Misère du syndicalisme...! Sont sortis de cette moulinette 52 emplois repères à pénibilité avérée (sic), concernant 70 000 agents, plus 7 000 autres qui n'ont pas un emploi à pénibilité avérée

mais qui travaillent de nuit (NB: les effectifs SNCF sont d'environ 160 000).

Une fois la norme mise en place, ne reste plus qu'à traiter cette pénibilité. C'est ici que fonctionne le piège de lier pénibilité et régime spécial de retraite. Car il n'est désormais plus question de réfléchir et d'agir collectivement pour une amélioration des conditions de travail, mais de valider individuellement une période d'exposition à la pénibilité (sic) qui ouvrira droit aux aménagements de fin de carrière. Et là, c'est le patron qui parle: « Le compteur pénibilité ne sera incrémenté que par période de douze mois consécutifs (...) les absences supérieures à un mois sont décomptées de la période d'exposition (...) lorsque la moitié du mois est constaté en absence, le mois entier est invalidé. » Et ce décompte est à reprendre sur toute la carrière puisque « les conditions d'accès aux mesures d'accompagnement sont conditionnées par des durées d'exposition à la pénibilité pouvant aller jusqu'à vingt-cinq ans. » Autant dire qu'il va être difficile d'aligner vingt ans, voire vingt-cinq ans de pénibilité avérée.

### Quelles sont ces mesures ?

- Majoration de la prime de travail de 15 euros par mois au bout de 20 ans d'exposition à la pénibilité et 25 euros par mois au bout de 25 ans ;

- Cessation progressive d'activité à partir de 52 ans, si le compteur pénibilité totalise 25 ans (20 ans pour les conducteurs) ;

- Pour les agents de plus de 55 ans, majoration des repos compensateurs de travail de nuit, portés de 9 à 13 minutes par heure travaillée de nuit et affectables au compte-épargne temps (en clair, l'agent de plus de 55 ans pourra renoncer à prendre son repos compensateur pour pouvoir jouir de sa retraite 13 minutes plus tôt...).

Et voilà comment la pénibilité, avancée benoîtement comme la justification du régime spécial de retraite, a pu être retournée par la machine bureaucratique cogestionnaire pour, en quelque sorte, l'institutionnaliser, la rendre monnayable (jusqu'à ce que le rapport de force oblige les salariés à vendre la pénibilité pour zéro), au lieu de nourrir une réflexion et des actions pour repenser le travail, ses buts et ses conditions.

En fait de « machine », il est sans doute temps de retourner voir dans la radicalité de la révolte luddite<sup>1</sup>, ou du bon vieux sabotage d'Émile Pouget, ce qui pourrait revivifier notre critique des conditions de travail. **S.N.**

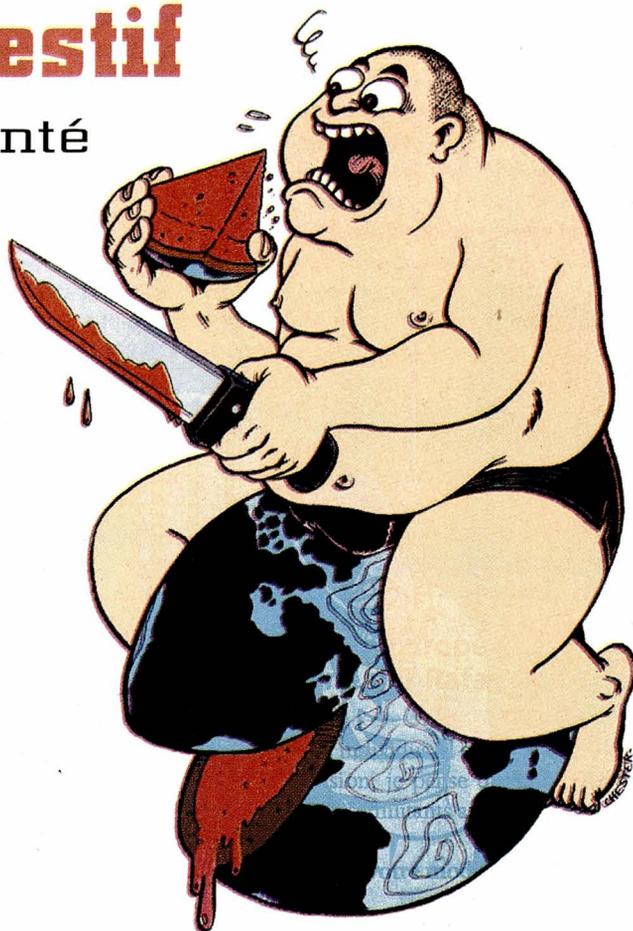
1. Sur les conditions de travail, lire l'ouvrage très pédagogique: « Les Conditions de travail », de Michel Gollac et Serge Volkoff, éditions de la Découverte, 2000.

2. pour les curieux, voir le dernier ouvrage de Sale Kirkpatrick: « La Révolte luddite, briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation », éditions de L'Échappée, 2007.

Retrouvez tous les articles des membres du groupe Louise-Michel sur la page du groupe du site [federation-anarchiste.org](http://federation-anarchiste.org).

# Un capitalisme festif

## L'espace public réenchanté



**Jean-Pierre Garnier**

« **TECHNOPARADE** », « Paris-plage », « Nuit blanche » à Paris; « Biennale de la danse », « Fête des lumières » ou « Nuits sonores » à Lyon, « Folles journées » à Nantes, « Transmusicales » à Rennes, « Lille2004 », puis « Bombaysers de Lille », « fêtes de la musique » un peu partout... On n'en finirait plus d'énumérer les manifestations festives mises sur pied dans l'espace public depuis la fin du siècle dernier avec le concours et, de plus en plus, à l'initiative des pouvoirs publics locaux. Bien plus, lors des opérations d'aménagement urbain portant sur des rues, boulevards, places, esplanades ou quais, une attention croissante est accordée à la possibilité offerte à la foule de « s'emparer joyeusement de ces lieux ».

À chaque fois, l'objectif proclamé est le même: « recréer du lien social », rendre à l'espace public, fût-ce que de manière éphémère, sa vocation de lieu par excellence de la sociabilité collective. Le phénomène n'est pas propre à la France, même si, à cet égard, celle-ci a pu servir de modèle, mais il a pris dans ce pays une ampleur soudaine qui ne laisse pas d'interroger. Quelle logique préside à l'essor de cette esthétisation festive de la politique urbaine? Au-delà des discours promotionnels, à quelles finalités obéit-elle? Quels intérêts, quels désirs, quels manques ou quelles peurs vise-t-elle à satisfaire, à combler ou à exorciser?

### Shopping center, magic kingdom

Sous couvert de « requalification » des espaces publics, s'opère la mise en scène d'une « urbanité » lisse, d'une vie citadine policée, dans

tous les sens du terme. Par contraste, elle fait davantage ressentir comme gênante, voire insupportable la présence de tous ceux qui polluent, ne serait-ce que visuellement, l'environnement. L'impératif de HQE dont font grand cas les croisés du développement urbain durable s'applique, en effet, aussi à l'environnement humain: seuls des gens « de qualité » seront en droit de fréquenter les espaces urbains requalifiés.

Cette logique se combine avec une autre, tout aussi envahissante: celle de la marchandisation, qui a largement converti l'espace public en espace privatif à l'égard des gens qui ne peuvent consommer. Omniprésence de la publicité, empiètement croissant des terrasses de restaurant et de café, des étals, voire des baraques des commerçants, suppression ou transformation des bancs publics, mobilier urbain et caméras de vidéosurveillance destinés à canaliser ou contrôler les flux de passants perçus avant tout comme des clients... Cet espace public où le publicitaire rime avec le sécuritaire, même si l'on cherche à masquer ce dernier par des artéfacts esthétiques, est pris dans un processus de privatisation de fait, puisqu'il devient de moins en moins accessible aux individus privés des moyens d'en faire un usage autre que celui prescrit: celui d'une galerie marchande à ciel ouvert.

Une nouveauté de taille, cependant, pour la France: l'aménagement et le fonctionnement de ces lieux prennent de plus en plus pour modèle les « shopping malls made in USA » où, à la différence des hypermarchés classiques, le règne de la marchandise se pare

en sus d'atours ludiques. On parle alors de « fun-shopping ». Traduit en « français » par « achat-plaisir », ce concept, au sens publicitaire du terme, inspire la conception de « centres ludico-commerciaux », tel l'Odysseum à Montpellier, c'est-à-dire de « shopping centers » transformés en parcs à thème où le client consommera d'autant plus que des attractions l'inciteront à y séjourner plus longtemps. De fait, c'est à une sorte de disneylandisation de certains espaces urbains que l'on assiste aujourd'hui. Dans un espace bien délimité, reconfiguré, hiérarchisé et surveillé, l'usager-consommateur sera invité et incité à se comporter en acteur sur le mode de la simulation festive dans le cadre d'« événements » programmées par les autorités.

Ce qu'il s'agit de mettre en scène, à des dates et en des lieux fixés en haut lieu, c'est la « réappropriation » ludique et conviviale des espaces publics, dissimulant, par la même occasion, l'ordinaire de la vie quotidienne pour la majorité des habitants, soumis à des logiques sociales contraires aux idéaux claironnés. D'un côté, en effet, ils ont été, en tant que résidents, expropriés pour la plupart de ces espaces centraux par la spéculation immobilière et les politiques de « reconquête urbaine ». D'autre part, plus que jamais atomisés en une « foule solitaire » sous l'effet d'un individualisme et d'un consumérisme exacerbés, leurs relations ne sont plus régies, en général, que par l'indifférence et la méfiance, quand ce n'est pas la crainte et l'hostilité. Qui, dès lors, peut croire – à moins qu'il ne s'agisse que de faire croire – à la fiction consensuelle

d'une ville pacifiée et réconciliée sous le signe d'un « vouloir vivre ensemble » ?

C'est que la promotion de l'espace public comme lieu par excellence d'une urbanité à la fois réactivée et rénovée est portée par une multitude d'acteurs intéressés: élus locaux, commerçants, propriétaires, promoteurs, marchands de biens, agents immobiliers... Une myriade de concepteurs y trouvent aussi leur compte, qu'ils soient créateurs chargés de concevoir les « attractions » (architectes, paysagistes, designers...) ou « créatifs » (publicitaires et communicants) chargés de fabriquer les « concepts » visant à les rendre attractives.

L'enjeu des transformations en cours de l'espace public est, on le voit, d'abord économique. Quand on parle de « revaloriser » certains quartiers dégradés ou certaines zones à l'abandon c'est, aujourd'hui comme hier, afin de les mettre financièrement en valeur. Aussi ne reviendra-t-on pas sur les profiteurs traditionnels de la mise à l'encan de l'espace urbain, pour qui la ville est à vendre ou fait vendre.

Mais la ville-marchandise est aussi un « produit » à « (re)positionner », pour reprendre la novlangue des chambres de commerce et des cellules de communication des municipalités, sur un marché. Celui, pour les grandes agglomérations, des « métropoles à vocation européenne » où le produit-ville (ou la ville-produit) se trouve « en compétition » avec ses rivales. Une « concurrence libre et non faussée » impliquant un marketing urbain « ciblé » qui vise à attirer les investisseurs, les emplois qualifiés et la main-d'œuvre – ou plutôt les « cerveaux » ou la « matière grise » – qui va avec, dont les revenus confortables garantissent de bonnes rentrées fiscales. Ainsi, la municipalité de Lille lancera « Lille 2004, capitale européenne de la culture », opération médiatique et médiatisée destinée à la fois aux habitants et aux visiteurs, de France et d'ailleurs. Les premiers, dûment mis en condition par l'accumulation de festivités de rue non-stop, devront se convaincre que leur ville, rompant définitivement les amarres avec son passé de cité industrielle en crise, se mue en métropole innovatrice en phase avec le nouveau siècle où les loisirs urbains occuperaient une place de choix. Vis-à-vis des seconds, ces « événements » ludiques et culturels étaient supposés donner un label « glamour » à son dynamisme pour mieux la faire (re)connaître à l'étranger face à la concurrence d'autres villes, jouant sur le même registre et avec les mêmes armes – festivals, biennales et autres mascarades festives.

Dans cette ville dont le prince est un citadin infantilisé, on comprend que ne sauraient être tolérés plus longtemps sur la voie publique les « acting out » de ces « cast members » sauvages que sont les sans-logis, les sans-papiers, les sans-travail, les sans-avenir... Les usagers légitimes, confinés dans le rôle qui est le leur, celui de « visiteurs » invités à déambuler comme des touristes dans leur propre ville, doivent, autant que faire se peut, être mis à l'abri des débordements et même de la simple vue des laissés pour compte de la « globalisation » et de la « flexibilisation » de l'économie., toujours désagréable dans ces lieux remodelés pour l'agrément.

Cette focalisation de l'attention sur les fauteurs de troubles a servi longtemps et sert encore de diversion. Placée sous les projecteurs médiatiques, l'« insécurité urbaine » a pu faire passer à l'arrière-plan l'insécurité sociale réelle (professionnelle, résidentielle, alimentaire...) liée à la précarité croissante des situations et des conditions, elle-même consécutive au tour néo-libéral pris par l'accumulation du capital. Néanmoins, dans les classes populaires et même parmi les franges inférieures des couches moyennes menacées de déclassement, chacun perçoit de plus en plus que l'insécurité ne vient pas tant de « la ville » que d'un avenir incertain, voire inquiétant, qu'il s'agisse de soi-même, de ses enfants, de ses semblables. Or, face à cette fragilisation, à cette déstabilisation et au pessimisme qu'elles engendrent, une fonction thérapeutique est assignée à l'espace public « requalifié » et « réanimé »: fournir du rêve à foison pour faire oublier un réel déprimant.

### Sécuriser pour rassurer

Au travers et au-delà de l'objectif immédiat de maintien de l'ordre – de la « paix civile », en langage indigène – auquel obéissent nombre d'innovations urbanistiques ou architecturales, un autre se dessine. Ce qui est d'ordinaire perçu comme une fin – sécuriser, au sens policier du terme – paraît simultanément s'inscrire comme un moyen au service d'une entreprise plus vaste et de plus longue haleine: rassurer une population que le futur angoisse... ou que l'absence de futur tend à désespérer. Comment? En réenchantant le présent, par compensation, grâce à l'aménagement d'un « cadre de vie » paré de tous les charmes d'une urbanité aussi festive que factice.

Dans une conjoncture socio-historique marquée par la dissolution des utopies d'émancipation collective, une certaine conception de l'histoire a pris fin. Celle d'une histoire futurocentrée, c'est-à-dire orientée par des idéaux fondés sur l'espérance – ou le pari – de l'avènement d'un monde meilleur, sinon du meilleur des mondes. Dorénavant, la « démocratie de marché » est présentée comme « l'horizon indépassable de notre temps » et de ceux à venir. Pourtant, on a beau répéter aux peuples qui vivent sous son règne – plutôt qu'ils ne règnent à travers elle! – qu'elle est « le plus mauvais des régimes à l'exception de tous les autres », ils sentent bien, au vu de ce qu'il en advient, qu'il n'y a pas là de quoi pavoiser.

Avec l'abandon de toute assurance sur l'avenir de l'humanité, de toute perspective progressiste (au sens large) et de la vision optimiste du futur qui en dérivait, un sentiment généralisé d'anxiété, voire, pour certains, de panique se répand. Certes, un matraquage propagandistique incessant a fini par persuader nos contemporains que le capitaloparlementarisme constitue le stade ultime de l'évolution de l'humanité. Aussi, chez ceux qui n'y trouvent pas leur compte ou qui en font les frais, la révolte a-t-elle fait place à un sentiment d'impuissance et de découragement, à une morne résignation, souvent cynique et désabusée. Cependant, les gouvernants sont conscients qu'on



ne saurait laisser pareil état d'esprit perdurer trop longtemps chez les gouvernés. En témoignent les lamentations rituelles sur le « lien social qui se distend », le « tissu social qui se délite », la « cohésion sociale qui s'affaiblit », la société qui « se défait ». Traductions spatiales de ce processus de déliaison et de dislocation: la fragmentation, la ghettoïsation, l'apartheid urbain, le séparatisme, le repli sur l'entre soi.

On saisit, dès lors, l'importance du rôle désormais imparti aux espaces publics. « Lieux communs » par excellence, comme le serine la vulgate sociologique ou philosophique sur la ville, leur réorganisation et les usages nouveaux dont ils sont appelés à être le théâtre attesteraient la renaissance



de donner corps à la vision irénique d'une communauté de citoyens (ré)unifiés sous le signe d'une urbanité partagée. Malgré la fin proclamée des utopies, ce vrai-faux « magic kingdom » urbain aurait pour vertu de faire ressurgir, sur un mode mineur et éphémère, le mythe du bonheur collectif réactualisé auquel on peut tous accéder pour peu que l'on soit solvable pour payer le ticket d'entrée. Il ne s'agit plus, par conséquent, de « changer la ville pour changer la vie », comme certains en avaient rêvé à l'époque de la « contestation », mais de changer l'image de la ville pour changer l'idée que les gens se font de leur vie.

La vocation des espaces publics est, dès lors, clairement dessinée : servir de support et de cadre à la vision concordataire d'une communauté citadine réunifiée, hors histoire et hors société. Grâce à un aménagement concerté – épithète à prendre dans son acception polysémique –, on éradiquera tout ce qui peut rappeler les divisions, les contradictions, les conflits, les négativités, qui faisaient de la scène urbaine le territoire instable des coups de théâtre, des surprises, des renversements, des soulèvements. Au contraire, il importe, dorénavant, de la prémunir contre toute irruption de l'imprévu.

Sous l'effet de cette transmutation à la fois matérielle et symbolique de l'espace public, censée mettre entre parenthèses, à défaut d'y mettre fin, les clivages et les antagonismes qui traversent le monde urbain, se met en place une ville impersonnelle et interchangeable peuplée de citoyens sans appartenance autre que celle à une Cité radieuse d'un nouveau genre. Au travers de l'idéal type d'une population enthousiaste, participante et soudée que célèbrent à l'envi plaquettes publicitaires et articles de complaisance se profile déjà le citoyen modèle d'un avenir urbain déjà écrit au présent.

### Le citoyen nouveau est arrivé

Projet civilisateur universel, la « démocratie de marché » a accouché d'un homme nouveau, le « citoyen global », dont la production en série ira de pair avec reproduction à l'identique et sans heurts d'une société de citoyens disciplinés. Les tensions qui ne pourront être maîtrisées à la source seront dérivées vers des simulacres déréalisant le réel pour donner au capitalisme un visage urbain d'autant plus avenant qu'il sera convivial et festif. La population sera postulée homogène comme celle du monde « globalisé ». Seules « différences » admises et même recommandées : des tranches d'altérité programmées que l'on pourra se payer sous forme de spectacles culturels, exotiques ou revivalistes, à partir de l'exploitation de patrimoines locaux dûment estampillés.

Le néo-citadin diffère notablement de celui dont avaient accouché les « Trente glorieuses », même s'il en conserve quelques traits. La boulimie consumériste de ce dernier, dopée par l'augmentation du niveau de vie, la réduction des inégalités et la foi dans l'avenir, allait de pair, comme l'avaient relevé les situationnistes, avec cette propension irrépressible à la passivité inhérente au statut de spectateur. Or, si son successeur « post-moderne » reste plus que jamais norma-

lisé, formaté, calibré comme consommateur de biens, de services et de spectacles, il se doit d'être désormais un consommateur actif. À coups d'« animations », de « manifestations » et autres « événements » soigneusement planifiés, on veut faire du citoyen d'aujourd'hui un « consom'acteur », pour reprendre le néologisme gratifiant forgé par des publicitaires avisés. Un « spect'acteur », si l'on veut, comme disent aussi des édiles qui se targuent de « rendre la ville aux habitants » le temps d'une quelconque réjouissance planifiée.

Érigée en marque déposée sous des labels divers et changeants, une ville, en effet, a maintenant besoin de la coopération massive et dynamique de figurants sur les espaces publics scénographiés pour donner corps à la nouvelle identité qui lui servira à se démarquer de ses rivales. Autant dire que, aujourd'hui, les « consom'acteurs » urbains sont non seulement les cibles, mais aussi les vecteurs de la publicité. Docile et coulé dans le moule, chaque habitant aura, bien entendu, la possibilité de se différencier lui-même des autres pour attester ce qui lui reste de liberté et de singularité en optant pour les consommations conformes à ce qu'il estime devoir constituer sa propre image de marque. Ce sera à lui de sélectionner les lieux et les moments, avec les décors, voire les déguisements correspondants – songeons à ces centaines de Lilloises affublées de saris, se trémoussant rue Faidherbe entre une rangée d'éléphants en plastic enluminés et illuminés lors d'une nocturne « bollywoodienne\* » – où il pourra construire un monde imaginaire à sa convenance pour y baguenauder sous une identité sociale d'emprunt.

Ce souci de la « petite différence » avec ses semblables sera d'autant plus vif que la « grande » avec des gens totalement autres aura disparu. Pour « vivre autrement la ville », selon le slogan des « opérations de communication » lancées par les municipalités, le néocitadin ne devra jamais être confronté aux rencontres inopinées, à l'étrange et l'inattendu. Bref, à ce qui faisait le sel de la sociabilité urbaine. Surtout si l'altérité provient de ces gens qui, venus des banlieues proches ou lointaines de l'humanité, ne peuvent participer à la kermesse urbaine globalisée. Dans la civilisation « ludico-commerciale » en gestation, où ceux-ci ne peuvent que faire figure de trouble-fête, le client est roi, l'altérité bannie et le déviant honni. Doit-on se résoudre, dès lors, à ne plus envisager la ville du futur qu'au travers de ce faux-semblant consensuel d'une urbanité ressuscitée auquel on injectera un semblant de vie à l'occasion d'une « manifestation » culturelle sponsorisée par les marchands ou d'un « événement » festif programmé par les autorités?

J.-P. G.

1. Lors de la Braderie, autre grand rendez-vous festif, les habitants de la ville seront au contraire conviés à « faire les Lillois », aux yeux des visiteurs comme à leurs propres yeux, à grands renforts de dégustations bière-moules-frites.

du « vouloir vivre ensemble ». Autrement dit, c'est en agissant sur l'espace urbain, faute de pouvoir agir sur le temps en le réinscrivant dans l'Histoire, que l'on redonnerait sens à l'existence collective.

### L'aménagement comme euphorisant

Pour apaiser les craintes et tranquilliser les esprits, les espaces publics se devront d'être non seulement rassurants, mais aussi euphorisants. Il ne suffira donc pas d'effacer les individus dont la présence est jugée importune, de gommer les traces de la précarisation, la paupérisation et la marginalisation de masse. On s'efforcera en plus, à coup de « requalifications » et d'« animations »,

# Curieuse analyse

**Le thème de la « décroissance » suscite espoir et références chez les militants aspirant à un autre monde. Puisqu'il débouche chez ses partisans sur un projet social et politique, il convient, pour en vérifier la pertinence, de regarder sur quels postulats il s'appuie et, en particulier, sur quelle analyse de la situation actuelle.**

LA LECTURE D'UN DES THÉORICIENS de la « décroissance », Serge Latouche, révèle alors des affirmations extrêmement discutables sur le plan scientifique des faits, et par conséquent sur le plan politique. Les lignes extraites ci-dessous figurent en introduction d'un livre qui nous prône la « décroissance ». Si les faits de base sont contestables dès le début, qu'en sera-t-il du reste ?

1. Ce chiffre est fourni par Edward O. Wilson, connu pour sa « sociobiologie » qui prétend expliquer la nature et l'évolution des sociétés humaines par la détermination génétique et qui estime que « l'inné » est largement supérieur à « l'acquis ». Faut-il rappeler les conséquences politiques d'une telle posture ? Par ailleurs, le modèle d'extinction des espèces formulé par E. Wilson (avec MacArthur) soulève de nombreux problèmes. Réalisé à partir de l'étude écologique de petites îles, il met en relation un « taux d'immigration » et un « taux d'extinction » des espèces végétales et animales. Appliqué à un continent, on en voit toute la difficulté. Quant à l'appliquer aux espèces humaines... On en arrive aux positions très droitières d'Edward Wilson sur les immigrés.

2. L'humanité ne connaît pas le nombre des espèces végétales et animales qui habitent la Terre. Presque chaque jour d'ailleurs on en découvre de nouvelles. Comment donner alors un rythme fiable de l'extinction des espèces si on ne dispose pas du chiffre de base ? L'ampleur de la fourchette (qui va carrément de 1 000 à 30 000 espèces) suffirait déjà à jeter le doute. Peu importe car ce qui compte ici c'est l'effet choc des chiffres, qui donnent le vertige. Le lecteur est déjà bien calé dans le discours catastrophiste, il est prêt pour la suite...

3. Bien malin le savant sérieux qui pourrait donner le chiffre de toutes les espèces de tous les temps géologiques, et donc celui de leur disparition. L'excavation des fossiles et l'analyse d'autres données n'y suffisent pas. Disparition ou hécatombe des dinosaures ? Le second mot est évidemment plus fort. Regrette-t-on pour autant leur disparition ? Sans oublier que certaines des espèces animales actuelles descendent des dinosaures. Il y a eu évolution.

4. Les glaces polaires ont-elles de la « mémoire », qualité propre aux espèces dotées d'un cerveau ? Encore un abus de langage, mais passons...

5. Il existe plusieurs autres théories – qui peuvent d'ailleurs se combiner – quant à la

« fin des dinosaures ». Ce point de détail devient intéressant plus bas (cf. point 7).

6. « La « déplétion » actuelle du vivant » signifie que le vivant « diminue en quantité » (selon la définition du terme de déplétion). Or comme la population humaine augmente et a atteint un niveau inconnu dans son histoire, ainsi que le livre nous le rappelle plus loin, cette affirmation est fautive, au sens strict. Le vivant augmente en quantité ! À moins que l'on ne considère que les hommes ne relèvent pas du vivant. Est-ce ce que sous-entend le livre ? Signalons au passage que les scientifiques les plus pointus sont encore incapables de nous donner une définition biologique du « vivant ».

7. Si la fin de l'humanité « devrait même arriver plus rapidement que prévu », quelle était la date prévue auparavant ? Et par qui ? Sur quelles bases ? C'est flou et fantaisiste. Quant à la théorie du « toxicologue renommé » (?), elle laisse franchement sceptique.

8. Quel est le savant sérieux qui peut affirmer qu'il existe actuellement une « accélération des catastrophes naturelles » ? Accélération renvoie au nombre, et non pas à leur intensité spécifique. Et par rapport à quelle période ? Dans la mesure où le propos saute des ères géologiques aux temps présents, il est difficile de se situer.

Pour savoir s'il y a davantage de catastrophes naturelles de nos jours, il faudrait connaître correctement celles du passé. Or, si on remonte au-delà de deux siècles, nous savons que cela devient de plus en plus difficile, et que l'interprétation devient de plus en plus délicate, comme l'indique par exemple la belle histoire du climat d'Emmanuel Leroy-Ladurie.

On en revient alors aux catastrophes naturelles du passé et aux dinosaures. On en déduit qu'elles n'ont été causées ni par les hommes, ni par l'évolution des écosystèmes eux-mêmes, puisque c'est un objet extérieur à la Terre (un astéroïde) qui en aurait été la cause. La bonne nature et la méchante humanité ?

Quant aux « catastrophes naturelles » actuelles, les dégâts causés par le typhon Katrina sont-ils surtout dus à la nature ou bien à la gabegie des autorités nord-américaines dans l'occupation du delta de la Nouvelle-Orléans ?

9. Le manque actuel et futur d'eau n'est absolument pas une catastrophe naturelle. L'humanité ne prélève actuellement que 20 % environ des précipitations qui ruissellent. Il y a donc de la marge en termes de ressource primaire. En revanche se pose la question de l'approvisionnement et de la distribution de la ressource, qui renvoie à l'inégalité sociale. Sauf dans les régions désertiques, l'eau n'est pas rare en soi, c'est sa répartition, son utilisation et son gaspillage qui posent problème.

10. De quel mur parle-t-on finalement ? Le capitalisme ne produit pas pour produire mais pour vendre. La crise financière actuelle rappelle qu'il est même capable de vendre du virtuel ! Ce qui renvoie à la question de la valeur, et qui amène à moduler le propos de Castoriadis cité en exergue.

Philippe Pelletier

\* Le Pari de la décroissance, Serge Latouche, éditions Fayard, Paris, 310 p. Extraits de l'« Introduction » (pp. 9 et 10).

## Qu'est-ce que la décroissance ?

« Décroissance est subversive car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète. Elle en récuse le motif central, selon lequel notre destin est d'augmenter sans cesse la production et la consommation. Elle montre l'impact catastrophique de la logique capitaliste sur l'environnement naturel et sur la vie des êtres humains. »

Cornelius Castoriadis

Il semble bien que nous vivions la sixième extinction des espèces<sup>1</sup>. Celles-ci (végétales et animales) disparaissent, en effet, à la vitesse de cinquante à deux cents par jour<sup>2</sup>, soit un rythme de 1 000 à 30 000 fois supérieur à celui des hécatombes des temps géologiques passés<sup>3</sup>. Comme l'écrit joliment Jean-Paul Bossat : « De mémoire de glaces polaires,

10 LE PARI DE LA DÉCROISSANCE

une telle cadence n'a pas d'équivalent<sup>4</sup>. » La cinquième extinction, qui s'est produite au Crétacé, il y a 65 millions d'années, avait vu la fin des dinosaures et autres grosses bêtes, probablement à la suite du choc d'un astéroïde, mais elle s'était étalée sur une période beaucoup plus longue. À la différence des précédentes, l'homme est directement responsable de la « déplétion » actuelle du vivant et pourrait bien en être la victime... Si l'on en croit le rapport du professeur Belpomme sur les cancers et les analyses du professeur Narbonne, toxicologue renommé, la fin de l'humanité devrait même arriver plus rapidement que prévu, vers 2060, par stérilité généralisée du sperme masculin sous l'effet des pesticides et autres POP ou CMR (pour les toxicologues, les POP sont les polluants organiques persistants, dont les CMR – cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques – constituent l'espèce la plus sympathique)<sup>5</sup>.

Après quelques décennies de gaspillage frénétique, nous sommes entrés dans la zone des tempêtes, au sens propre et figuré... L'accélération des catastrophes naturelles – sécheresses, inondations, cyclones – est déjà à l'œuvre. Le dérèglement climatique s'accompagne de guerres du pétrole, qui seront suivies de guerres de l'eau<sup>6</sup>, mais aussi de possibles pandémies, sans parler des catastrophes biogénétiques prévisibles. Nous savons tous désormais que nous allons droit dans le mur. Reste à déterminer à quelle vitesse nous nous y précipitons et quand se produira le grand crash. Selon Peter

# L'anarchisme argentin



**Un entretien avec Juan Manuel de la Fédération libertaire argentine, venu en Europe à l'occasion du congrès de l'International des fédérations anarchistes, mitonné par Rafael.**

**Monde libertaire:** Bonjour Juan Manuel, pour commencer, peux-tu te présenter un petit peu ?

**Juan Manuel:** Oui bien sûr, je m'appelle donc Juan Manuel, j'ai 26 ans. Je suis venu en Europe pour le congrès de l'IFA (Internationale des fédérations anarchistes) qui a eu lieu à Carrare début juillet, en tant que membre de la FLA (Fédération libertaire argentine) J'ai commencé à militer en 95 dans un groupe qui s'appelle BAEL (Bibliothèque et Archives d'Études Libertaires). Nous nous occupons principalement de gérer des archives et une bibliothèque, dans le but de permettre aux militants, aux chercheurs de garder vive la mémoire politique du mouvement anarchiste.

**ML:** Peux-tu nous parler de l'histoire de ta fédération, la FLA ?

**J. M.:** La FLA a été officiellement créée en 1935, mais l'origine réelle remonte à 1932 dans une prison. Dans les premières années, nous avons développé beaucoup de campagnes pour soutenir la Révolution espagnole, nombre de nos militants sont partis combattre en Espagne. Ensuite, dans les années quarante et soixante, il y a eu beaucoup de transformations politiques et syndicales qui ont provoqué un recul du mouvement. La fédération qui s'était d'abord appelée FACA (Fédération anarcho-communiste argentine) prend pour nom FLA, car la référence au communisme était mal comprise, assimilée au stalinisme. Le mouvement se reconstruit peu à peu après les années terribles du péronisme.

**ML:** Et aujourd'hui ?

**J. M.:** Aujourd'hui, nos activités pourraient être résumées en trois catégories principales :

activités sociales, activités culturelles et de propagande, participation aux luttes sociales.

Notre activité sociale consiste tout d'abord à contribuer à faire vivre au quotidien les quartiers populaires... L'an dernier, nous avons ainsi ouvert une école populaire, dont les profs sont des copains, elle est ouverte aux enfants comme aux adultes. Nous développons aussi des animations sociales variées dans le quartier le samedi après-midi.

Ensuite, côté propagande: nous faisons paraître le journal *El Libertario*, nous éditons livres, brochures et revues culturelles, et nous tenons une librairie. Nos activités de propagande sont étroitement liées au volet culturel de notre activité, qui passe bien sûr par la gestion des archives, et de la bibliothèque, mais aussi par divers ateliers: poésie, cinéma, boulangerie, sérigraphie, etc. Nous avons ouvert plusieurs bibliothèques: coopérative, pour enfants et une de culture générale. Nous organisons également de temps à autre des conférences aux thèmes divers et variés, des présentations de livres, des représentations théâtrales, des concerts, etc.

Enfin, quant à la participation à des luttes locales, la FLA revendique une position non dogmatique, elle essaye d'avoir un maximum de contacts avec d'autres acteurs du mouvement social. Nous avons ainsi développé des liens très forts avec plusieurs squats, avec des groupes antisexistes, avec des organisations de défense des droits humains, avec des usines autogérées, avec les mouvements de piqueteros, etc.

**ML:** Combien de groupes et de membres compte la FLA ?

**J. M.:** Aujourd'hui la FLA comporte 5 regroupements principaux: à Rosario (dans le nord de l'Argentine), à Mar del Plata (sur la côte), dans la pampa, à San Pedro et à Buenos Aires.

Quant aux individus, il est difficile de le savoir avec précision, je pense que nous sommes à peu près 200 militants aujourd'hui.

**ML:** Quel est votre mode d'organisation ?

**J. M.:** La FLA se compose de différents groupes affinitaires qui se sont développés selon des orientations diverses en mettant en pratique leur propre interprétation de l'anarchisme et en tirant les enseignements de leurs expériences militantes. Les activités de chaque groupe correspondent aux désirs de ses membres. Une assemblée générale des groupes de Buenos Aires se tient chaque semaine afin de coordonner les activités des différents groupes, et aussi de souder et consolider notre mouvement. En effet, nous nous sommes rendus compte, à la lumière de l'expérience du mouvement anarchiste des dernières années, que les petits groupes de jeunes qui s'étaient créés avaient du mal à tenir la distance, ils disparaissaient souvent prématurément. Cela tenait aussi au fait qu'ils développaient surtout une activité théorique, idéologique; c'est pourquoi pour notre part nous avons essayé de développer une organisation davantage tournée vers la pratique, la mise en œuvre d'activités concrètes, une organisation fédéraliste, horizontale et autogestionnaire, qui permette une réelle fraternité libertaire. Nous avons choisi de construire ainsi l'organisation parce que c'est facile de parler autogestion pendant des heures mais autrement plus difficile, et enthousiasmant, de le mettre en pratique. La pratique surmonte souvent les dissensions théoriques.

**ML:** Avez-vous des contacts avec la FORA ?

**J. M.:** Nous avons de bons contacts avec la FORA, tout particulièrement avec le groupe qui travaille à Buenos Aires depuis 4 ou 5 ans,

nous organisons différentes activités ensemble, par exemple à l'occasion du Premier Mai ou de la commémoration de la Révolution espagnole. Nous échangeons des informations et nous soutenons leurs différents combats locaux.

**ML: Et avec les autres groupes anarchistes ou proches?**

**J. M.:** En général nous avons de bonnes relations avec tous les groupes mais bien sûr il y a certains dont nous sommes plus proches. Il existe deux groupes platformistes: OSL et Red Libertaria. Il y a aussi certains groupes qui se disent insurrectionalistes, mais c'est un insurrectionalisme rhétorique, car dans les faits, leur activité ressemble beaucoup à la nôtre.

**ML: Quels liens avez-vous avec le mouvement des squats?**

**J. M.:** Nous avons ensemble beaucoup d'activités culturelles, des campagnes, des pièces de théâtre, de la poésie. Nous leur prêtons main forte quand il y a des risques d'expulsions. Nous participons à un circuit de cinémas indépendants (contre-culture). En bref, nous entretenons des relations d'aide et d'échange.

**ML: Bon, nous avons parlé du mouvement anarchiste en Argentine mais peut-être pourrais-tu nous donner un regard plus général sur la situation politique. Tout d'abord, pourrais-tu nous parler de ce qui s'est passé en 2001?**

**J. M.:** En 2001, comme vous le savez sans doute déjà, l'Argentine a traversé une grave et profonde crise politique et économique... En réponse à la crise sociale naissante, le gouvernement a décrété la loi martiale, l'état d'exception. Les gens ont réagi spontanément à cette décision politique en se soulevant. L'insurrection générale a contraint le président De la Rúa à démissionner.

Cette insurrection a ouvert une période de deux ans qui fut sans doute la période la plus créative qu'ait connu le mouvement social dans notre pays.

Les gens ont commencé spontanément à s'organiser en assemblées populaires afin de discuter des problèmes collectifs et de mettre en œuvre différentes stratégies concrètes de solidarité. Des usines ont été mises en autogestion. Les organisations de chômeurs ont créé une nouvelle méthode de lutte: ils ont bloqué les routes pour réclamer de meilleures conditions de vie. En Argentine, on les appelle « piqueteros ». Différents petits marchés nommés « trueque » sont apparus, les gens y troquent selon des formes d'échange plus justes différents biens et services. Une autre chose remarquable est la haine dont les gens faisaient preuve à l'égard des banques, montrées par le peuple comme la cause de tout.

**Comment se fait-il que ça ne soit pas allé plus loin, comment et pourquoi la dynamique est-elle retombée? Et qu'en est-il aujourd'hui?**

**J. M.:** Tout d'abord, ce n'était pas une révolution, malheureusement, car une part importante de la classe moyenne a eu une attitude antipolitique... Ils n'ont pas eu le courage de se mouiller dans une transformation radicale de la structure de la société et de fait, lorsque la situation économique est revenue à la « normale », ils ont retrouvé avec joie leur style de vie basé sur la consommation... laissant seules les autres formes de protestation populaires.

**ML: Ce gouvernement de transition a cependant été contraint à son tour de démissionner lorsque deux piqueteros, Maximiliano Kostequi et Dario Santillan, ont été tués par la police lors d'une grande manifestation.**

**J. M.:** Ces élections, en octobre 2003, ont porté au pouvoir Nestor Kirchner. Il a mis en œuvre une nouvelle politique de type néokeynésien, critique vis-à-vis du modèle néolibéral et attentif aux droits humains, ce qui fut particulièrement manifeste lors des procès de policiers et de militaires accusés de génocide pendant la période de la dictature (1976-1983). Ceci lui a attiré une large sympathie depuis le centre gauche jusqu'aux piqueteros.

La politique actuelle menée par Cristina Fernandez s'inscrit dans la continuité du programme économique et politique de Nestor Kirchner et bénéficie toujours du soutien des classes populaires. Dans l'opposition il y a quelques partis trotskistes qui passent leur temps à polémiquer entre eux et quelques partis de droite néolibéraux qui peuvent compter sur le soutien de la classe moyenne haute et des grands groupes médiatiques.

L'insurrection a laissé des traces chez de nombreux acteurs du mouvement social. Ils explorent des formes différentes et nouvelles de solidarité et de sociabilité, et recherchent de nouvelles formes d'action collective.

Il y a eu de grands mouvements de protestation pour réclamer la justice et la vérité pour les victimes de la police, particulièrement dans les quartiers populaires. En Argentine, on appelle ça « gatillo facil » (littéralement gâchette facile).

Beaucoup d'activités sont également développées autour des squats et des usines autogérées (« fabricas recuperadas »).

Ensuite, il y a aussi ce qu'on appelle « escrache », cela consiste à l'origine à se réunir devant la maison d'un militaire ou d'un policier qui a pris part aux crimes de la dictature, pour que les voisins soient au courant. Mais c'est maintenant largement utilisé comme moyen de pression politique contre par exemple tel prêtre opposé à l'avortement ou tel politicien de droite qui a tenu des propos racistes, etc.

**ML: Quels sont les événements marquants sur le plan social et politique en Argentine cette année?**

**J. M.:** Cette année, il y a eu deux événements politiques notables: le lock out agricole et l'étatisation des retraites.

Le gouvernement a décidé en mars d'augmenter les taxes sur l'exportation de nourriture, ceci a produit une forte réaction des entreprises agricoles, qui était soutenue par les grands groupes médiatiques et les classes supérieures urbaines. Cette lutte engagée entre le gouvernement et ce secteur a duré quatre mois, et le gouvernement a finalement été contraint de se rétracter.

Durant cette période, les partis de droite se sont fortement développés. Toute la société était impliquée, dans la rue, dans les trains, dans les bus, sur les places, tout le monde parlait.

En octobre, le gouvernement a décidé d'étatiser le système de retraites, qui était passées aux mains des banques, et cela a également produit une forte réaction de la part de la droite. Cette situation a fait ressurgir les antagonismes du précédent conflit, mais le gouvernement semble avoir eu cette fois le dessus, puisque la proposition est passée au Parlement en novembre.

Ces deux événements mettent en lumière ce qui me semble être le phénomène marquant de cette année sur le plan politique en Argentine: l'émergence, ou plutôt la reconstitution, de partis ayant pour objectif une restauration néolibérale.

Il nous faut demeurer vigilants vis-à-vis des résurgences nationalistes, combattre les discours raciste et sécuritaire, dénoncer la violence de leurs conséquences concrètes, critiquer le système spectaculaire du capitalisme, c'est-à-dire les mass médias et leurs effets sur la vie sociale, construire des outils de communication populaires alternatifs, etc. Il nous faut aussi prendre part à la fois aux grands débats sociaux de l'Argentine contemporaine, en particulier ceux qui touchent aux questions d'inégalité sociale et de redistribution des richesses; et aux luttes sociales que nous estimons légitimes, en y portant nos valeurs et nos formes d'organisation. En général, notre responsabilité consiste à développer toutes sortes d'activités à même de rendre concrète une nouvelle forme de vie collective.

\* Pour plus de détails, Juan Manuel renvoie au site de sa fédération: [www.libertario.org.ar](http://www.libertario.org.ar)

# Disgrace of socialism!



« **DISGRACE OF SOCIALISM!** » c'est le cri poussé, il y a près d'un demi-siècle, par Aneurin Bevan (1897-1960), le leader de la gauche du Parti travailliste anglais, inscrit en gros caractères à la une de son journal *Tribune* pour dénoncer les pratiques du socialisme « à la française » de Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, président du Conseil et ministre ininterrompu – sous la houlette duquel eurent lieu l'intervention militaire à Suez et les sinistres développements de la guerre d'Algérie. Pour la minorité socialiste de l'époque (anticolonialiste, antiétatique, « pivertiste », internationaliste, libertaire et infiltrat « trotskyste »), la formule de Bevan avait quelque chose de libérateur – elle marquait le degré d'avilissement auquel était parvenue la Section française de l'Internationale ouvrière, avec sa clé « mollettiste », manipulée par l'obscur et trouble député d'Arras, ex-professeur d'anglais, soutenu par la massive fédération du Nord, qui faisait et fait toujours masse.

**Roger Dadoun**

## Le beau nom de socialisme

Ce cri sec, venu d'outre-Manche ou d'outre-tombe, entendons-le donc, dans ces campagnes d'aujourd'hui militantesquement électorales, à nouveau retentir avec plus de stridence encore, en dépit de sa réduction à une petite rue bourgeoise du septième arrondissement de Paris, style apparatchik-bon genre, tandis qu'aux médias hystérisés démange, au bout d'une langue de bois machiste, la clameur d'un « crêpage de chignons ». Sale coup, en vérité, très sale coup porté au socialisme par ses « célibataires, même » – et même, selon certains, qui en rêvent, coup de grâce –, dont le socialisme ne se relèverait plus. Erreur! Les « célibataires » (notables, profiteurs et parasites) passent et

repassent d'incongrus ou nauséeux compromis – ils passent et passent, impayables et pensionnés, et le socialisme reste. Les autonomisés socialistes se passent et se repassent les plats gouvernementaux (les plats de la vengeance sont leurs plats de résistance – le spectacle est permanent) – et le « beau nom de socialisme », comme dit Péguy anarchiste\*, résiste, dure. Raison simple et limpide: le socialisme, en son essence libertaire, que confirment tous les témoignages historiques qui nous sont connus, est la seule pensée politique qui respecte véritablement l'être humain, elle exprime concrètement, sans se référer à quelque dieu, messie ou chef que ce soit, le respect que l'humanité comme telle, c'est-à-dire libre, égale et fraternelle – corps immense de l'*homo sapiens* sans cesse mourant et renaissant en horreur et émerveillement – se doit à elle-même. (Le mot « respect » est tellement galvaudé qu'on ose à peine l'utiliser – mais il n'y en a pas d'autre.)

## Un regard surréaliste

Ce massacre du socialisme par les socialistes eux-mêmes [« célibataires », disais-je, et il serait amusant et instructif de déchiffrer le récent épisode bureaucratique de novembre 2008, combien surréaliste, en regardant le chef-d'œuvre de Duchamp, *la Mariée mise à nu par ses célibataires*, même, dit le *Grand Verre*, 1923 – il suffit de transposer en politique les figures et mécanismes qu'il a enfermés dans une monumentale plaque de verre, fendue par un hasardeux transport: « Cimetière des uniformes et livrées » (il y en a pour tous les goûts), « Moules mâliques » (machistes), onanisme de la « Glissière », analité de la « Broyeuse de chocolat », « Anneau de suspension du pendu femelle », « Pistons de

courants d'air » (chaque énarque en piste, se rêvant gourou, veut son courant en Moi-ien), « Fracas-éclaboussure », « Béliers de combat » (et ça bêle), « 9 [coups] tirés », etc.] – ce massacre, donc, est mis en relief en anglais, de la bouche d'un Gallois, parce que sous « dis-grâce » résonnent non seulement la « dis-grâce » française mais aussi « honte », « déshonneur », « indignité » — et « scandale », pour sûr, si ce dernier n'était devenu par trop usé et fada, tant la vie politique se déroule, sonnez clairons battez tambours, gouvernants comme opposants, sous le signe et le patronage, au sens « propre » si l'on peut dire, Medef derrière et devant, du scandale permanent.

On entend dire, en ce novembre gris, que le socialisme « nouveau » est arrivé. Amère, délétère, est leur piquette, de l'espèce la « plus pire »; « nouveau » et « nouvel », « pire » et « le pire » rivalisent en trivialité et dégorgeant en platitudes dans tous les glaireux commentaires politico-médiatiques. Dans un parti où les notables adorent au pousse-café pousser la rose rengaine du *Temps des cerises*, l'élection pour le poste de secrétaire général fait figure de cerise blette, véreuse, sur le gâteau domestique et restaurateur de plus en plus ratatiné que notables mûrs et jeunes loups se disputent avec toute la hargne feutrée ou pimpante d'un conseil d'administration.

### Être Icône

Administrer – ou ministrer? Les principes de base de la pensée socialiste (ils sont clairs, simples, précis, incontestables et discutables – ce sont ceux auxquels, précisément, dans l'espoir de les préserver, s'agrippe désespérément la « base ») ne sont même pas bafoués – ils sont ignorés, de longue date largués, figures d'un autre temps. L'adaptation à la bourgeoisie libérale, capitaliste, intellectuelle, non seulement est accomplie, mais elle se plombe de la pire soumission aux pires impératifs médiatiques: semer son nom à tous vents, fussent-ils flatulence, exhiber sa tête ou autres parties du corps en toutes occasions, occuper de façon forcenée caméras et crachoirs, et se glisser, se montrer et être partout et en même temps – malheur aux absents. Faire le con ou la conne, « déconner » à pleins « tubes », ne fait plus problème, si c'est autant de gagner pour se faire Icône. Être Icône – telle est la Loi, qui est celle du Voir absolu, nouvelle superstition (et non plus celle du Devoir ni du Savoir, archaïsmes). « To see or not to see, that is the question. » Voir se débite en instants hystériquement accélérés qui se chassent les uns les autres, qui n'en finissent pas de se dérouler en volutes de fumée consommées sans modération, aussitôt enfuies qu'apparues – d'où cette course forcenée à l'écran, ces supplications sans vergogne aux journalistes, chroniqueurs et animateurs de tout acabit, maîtres du voir et du causer, certains spécialistes du cul, qui tiennent leur exorbitant pouvoir au bout de la bétacam, du micro et de l'audimètre, et

l'exercent avec une morgue, une « pammufflerie », une ignardise qui interloquent même les plus futés potentats et les plus intransigeants créateurs, tout en faisant béer d'aise le bon « people » qui les starifie.

### Un décor décrépît de « valeurs »

Congrès, motions, élections du cru et du recuit socialiste 2008 tentaient de repeindre à neuf le même décor décrépît de « valeurs ». La figure dominante était le « Jeune » – dans la ligne d'une triviale et vétuste « place aux jeunes », qui nous renvoie à la fondation de Rome par une bande de casseurs entraînés par Romulus et Remus. Dans ce qu'ils nomment, selon une vieille recette, « conflits de génération », les « jeunes » sont eux-mêmes « cotés », au sens politico-boursier du terme (investissement sur « jeunes gens brillants », semillants d'aisance pour futurs cabinets). De cette cure de jouvenceaux et jouvencelles surgissait l'inévitable autre figure, le « Changement ». L'une des candidates revendiquait la continuité dans le changement, l'autre le changement dans la continuité. C'était vraiment du fifty-fifty – adjudé tel. On retrouvait aussi, « bien évidemment », l'incontournable et divine « Unité » qui pointait son large nez catarrheux à tous les départs de feux, sans parvenir même à les humecter, tandis que la séculaire « Tradition », se dandinant agressive autant que désarmante, ne savait même plus sur quelle béquille danser. « Et voilà », pour causer comme tout le monde, « et voilà », c'est ça, les « valeurs de la gauche », qui nourrissent, à couteaux tirés, cul par-dessus tête, les « vrais », les « grands », les « fraternels débats » des « camarades dirigeants ».

### Pur pouvoir et orgasme

Nul, même parmi les plus nuls et serviles journalistes ou les « militants » les plus butés, ne pouvait se tromper: tout cela, tout ce cinéma (film catastrophe, gore ou burlesque), c'était pour « causer », lubrifier à la langue de bois aggloméré partant en couilles et sciures la pointe acérée qui saillait, nue, féroce, cruelle, meurtrière, parano, aveugle et aveuglante: la pulsion de pouvoir. Crudité et cruauté de ce qu'ils nomment « ambition » s'exhibaient aux yeux de tous, emportant protagonistes, premiers et seconds couteaux, sous les regards complices, effarés, amusés ou ébaubis des clans, clientèles et téléspectateurs (même pas distraits, ô misère, de ce « problème de pouvoir d'achat » dont on découvre aujourd'hui, pour la bonne crise, les « vertus » et les « aumônes »). Là jouait à plein cette fameuse « transparence » revendiquée par tous pour camoufler sombres projets, troubles manœuvres et coups bas.

Avec la soif de pouvoir, le politique a conclu un pacte méphistophélique: il s'est damné, se sait damné – mais il s'attribue tout « le bien de la cause », et donc tout lui est permis. Il veut le pouvoir, tout le pouvoir, « le pur

pouvoir » (salut-à-toi, Orwell): quelle jouissance extraordinaire, quel pic, quel sommet orgastique pour la *libido dominandi*! Même le battu jouit, la pulsion de pouvoir intègre le masochisme même – dans certaines sociétés, le Roi ou le Chef est mis à mort! Dans 1984, le Chef du Parti proclame: « nous abolirons l'orgasme » – mais c'est pour le transférer tout entier au Parti, où il y a lui, le Chef, ainsi qu'eux, les Hiérarques: « Big Brother » veut qu'on l'aime! Mais le pouvoir ne se partage pas (Romulus liquide son frère Remus) – il est dans sa vocation profonde d'être tout en un, tout dans l'Un: phallus d'or du pouvoir, resplendissant d'être l'Unique.

### De l'arriération politique

Il est stupéfiant qu'aujourd'hui encore, en dépit des expériences totalitaires monstrueuses centrées sur des figures d'Uniques (Hitler, Staline), ce principe de l'Unique, qui triomphe dans les inquisitions et fanatismes religieux qui lynchent et massacrent au nom du Dieu Un, persiste en « démocratie » envers et contre tout. L'histoire a pourtant montré, tares incluses, qu'il pouvait exister un pouvoir bicéphale (deux consuls romains), tricéphale (triumvirats, troikas bolcheviks), collégial (expériences des « conseils », « soviets », autogestions, organismes libertaires, fondées sur le rejet des dominations et autorités de commandement). Le « socialisme » cru 2008, au plus bas des désuétudes, turpitudes et narcissitudes, avait une occasion exceptionnelle de s'en tirer à bon compte: deux candidates étant mise à égalité par de suspects suffrages, pourquoi ne pas les nommer toutes les deux, féminisant même l'appellation bureaucratique de « secrétaire » par celle de « consules »? Ce « socialisme » vraiment « nouveau », renouant avec l'antique, aurait gagné sur tous les tableaux: tradition (deux « consules romaines » damant le pion à Sarko imperator), féminisme (deux femmes au pouvoir: coup double), démocratie (à deux il y a « dialogue »), respect du vote égalitaire, et même leur soi-disant « réalisme »: dans sa propre perspective politique et électoraliste, c'est à un énorme arriéré qu'il devra faire face, s'il le fait, c'est une énorme arriération qu'il doit remonter, s'il remonte. Même pour ceux qui veulent encore y croire, c'est pas demain la veille. **R. D.**

\* Cité par Michel Ragon dans son *Dictionnaire de l'anarchisme*, dans les maigres lignes consacrées à Péguy: Lucien Herr: « Vous êtes un anarchiste. » Péguy: « Ce mot ne m'effraie pas. » Lucien Herr: « C'est bien cela. Vous êtes un anarchiste. Nous marcherons contre vous de toutes nos forces. » Il aurait pu citer la conférence de Péguy de 1904, intitulé *De l'anarchisme politique*: rigoureuse démonstration de la « raison » anarchiste, fondatrice d'un « socialisme anarchiste », distinct, souligne Péguy, des romantiques bourgeois « qui se disent anarchistes – c'est ainsi qu'ils se nomment, compromettant un nom très beau ». (in Jacques Viard, *Les œuvres posthumes de Charles Péguy*, Minard, 1969).

# Dix ans d'anarchosyndicalisme

**NUL DOUTE QUE LA LECTURE DE L'OUVRAGE** « la CFDT et le syndicalisme révolutionnaire » a exaspéré plus d'un militant anarchosyndicaliste. En tout cas cela a poussé René Berthier à écrire une histoire de l'Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste, autrement dit l'Alliance syndicaliste de 1970 à 1980<sup>1</sup>. On peut facilement le comprendre lorsque sont considérés par l'auteur de cette série de trois brochures comme syndicalistes révolutionnaires au sein de la CFDT des militants de l'AS ou très proche d'elle. L'étiquetage des militants anarchistes comme Syndicalistes révolutionnaires dans le Maitron, ça va une fois.

En une cinquantaine de pages, Berthier replace dans son contexte historique et social la vie de ce regroupement d'anarchosyndicalistes de diverses confédérations des années 1970-1980. Né peu après les événements de 1968, l'AS se veut une coordination de militants libertaires agissant dans les syndicats à la CGT mais surtout dans la CFDT, alors encore imprégnées de valeurs autogestionnaires. Dans cette brochure réapparaissent les lieux où les libertaires incarnaient une opposition forte aux patrons et aux bureaucrates syndicaux. Une résistance qui se traduira par des mises sous tutelles, des exclusions, notamment de l'union locale CFDT du 8<sup>e</sup>-9<sup>e</sup> arrondissement de Paris, de l'union départementale de Gironde, de la section CFDT/PTT Lyon gare, de la section BNP Paris et de la section Usinor-Dunkerque. Berthier n'oublie pas de signaler le rôle de vaitour des groupes gauchistes (LCR, LO) toujours prêts à occuper l'espace laissé vacant par les exclusions. Il resitue la place de l'AS vis-à-vis des organisations spécifiques (FA, UTCL) et syndicales (CNT) du mouvement libertaire. Pour appuyer ses propos, Berthier utilise les mémoires de Jacky Toublet, du Syndicat des correcteurs CGT, un des fondateurs de l'AS, notamment une interview parue dans la revue *Agone*<sup>2</sup> n° 26-27. Une des idées fortes défendues par Jacky Toublet est celle de contrefraction: « Qu'est ce qu'une contrefraction? Dans une organisation syndicale où des fractions politiques tentent de monopoliser les postes de direction, c'est proposer aux adhérents de constituer une structure plus ou moins clandestine d'opposition avec comme objectif de rétablir la démocratie et le pluralisme syndicaux... » Sans jouer les naïfs, on peut émettre des réserves, disons éthiques, sur ce genre de pratique et surtout il ne faut pas se faire « choper »!

Cette pratique est en effet assez vieille, sans remonter à Bakounine et à son Alliance. Après

la révolution d'Octobre, en 1921 le fondateur de la CGT-SR, Pierre Besnard, fut à l'initiative du « Pacte », arrangement entre anarchosyndicalistes pour prendre le contrôle des CSR (comités syndicalistes révolutionnaires) au sein de la CGT, alors divisée entre réformistes, anarchistes et communistes<sup>3</sup>. La dénonciation de ce travail fractionnel fut bien une cause du reflux libertaire au sein de la CGT-U, scission révolutionnaire de la CGT. L'échec de cette tentative permit d'ailleurs à Trotsky d'évoquer « la plaie spécifique du mouvement ouvrier français, l'autonomie, le fédéralisme, c'est-à-dire l'anarchisme »<sup>4</sup>... Berthier, s'il omet de parler de ce vieux cadavre dans le placard libertaire, n'oublie pas le manque de discernement de Monatte, qui introduisit le loup bolchévique dans la bergerie syndicale, puisque, avant son exclusion du PC en 1924, il aida à la création des commissions syndicales<sup>5</sup> dans un Parti communiste, les futures cellules du PC dans les entreprises qui assureront un rôle de filtrage: on montait dans l'appareil syndical de la CGT si on était membre du Parti. Berthier évoque également la courte vie de la Cnas, la Coordination nationale anarchosyndicaliste, née à la suite du renouveau de la CNT sur le sol espagnol. La Cnas s'inscrivait elle aussi dans une démarche de regroupement de militants syndicaux libertaires. Ces rencontres de la Cnas furent fructueuses en débats, en échanges de savoirs: c'est bien dans les locaux de l'AS que l'auteur de ces lignes découvrit les quelques notions d'imprimerie tel que le « chemin de fer » et le vrai « copier-coller » avec colle et ciseaux lors d'un stage pratique de la Cnas organisé par l'AS. Pour conclure, une brochure salutaire en réponse à une certaine écriture de l'histoire syndicale des années soixante-dix, quatre-vingt.

Jimma

1. À propos de l'Alliance syndicaliste, Éditions No Pasaran, 3 euros.

2. Des extraits de l'interview de Jacky Toublet sont disponibles ici:

[increvablesanarchistes.org/articles/1968\\_81/1970luttas\\_toublet.htm](http://increvablesanarchistes.org/articles/1968_81/1970luttas_toublet.htm)

3. Consulter le site: [fondation-besnard.org/article.php?id\\_article=184](http://fondation-besnard.org/article.php?id_article=184)

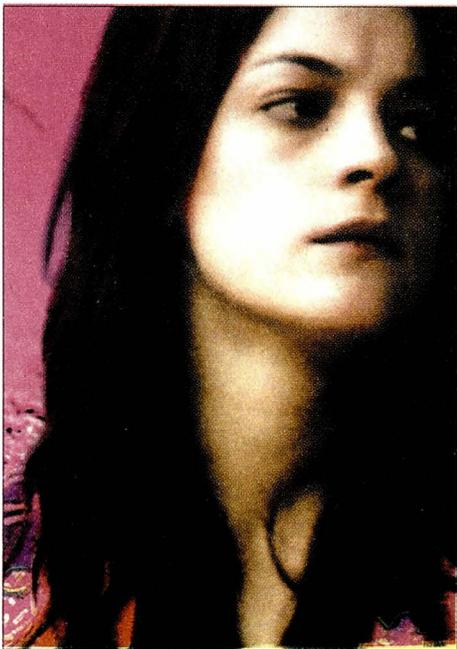
4. Consulter le site: [marx.org/francais/monatte/works/1923/00/monatte\\_19230000.htm](http://marx.org/francais/monatte/works/1923/00/monatte_19230000.htm)

5. Consulter le site: [marxists.anu.edu.au/francais/trotsky/oeuvres/1922/07/lt19220731.htm](http://marxists.anu.edu.au/francais/trotsky/oeuvres/1922/07/lt19220731.htm)

**solidarité ouvrière**  
Organe de l'Alliance syndicaliste  
QUATRIÈME ANNÉE - N° 30 - DÉCEMBRE 2008 - PUBLICATION MENSUELLE - AVEC 104  
Grèves dans les chantiers navals  
Grèves dans la métallurgie  
Grèves dans les banques  
Grèves dans le livre  
**CONTINUONS**  
**solidarité ouvrière**  
Bonne nuit n° 31 (2008) - N° 12727 10122 - Année 21 - Juin 1981  
**IL N'EST PAS DE SAUVEUR SUPRÊME !**  
LE SYNDICALISME A LA CROISÉE DES CHEMINS :  
A 100 C.C.T.  
Solidarité ouvrière mensuel de l'AS

# 26<sup>e</sup> Turino Filmfestival

du 21 au 29 novembre 2008



« ATTENTION », « PASSION » ET « ALLEGRIA » sont les trois maîtres mots de Nanni Moretti qui dirige – tout en présentant *La seconda volta*<sup>1</sup> – le Festival de Turin. La section « L'état des choses » était ouvertement politique, « La Zona » plus expérimentale, « British Renaissance » et les rétrospectives consacrées à Melville et Polanski, nous faisaient passer allègrement de l'une à l'autre. Malgré une réussite incontestable – plus de 40 % d'augmentation de spectateurs et plus de 168 000 euros encaissés –, la Ville et la Région n'ont pas encore fait savoir si le contrat de Moretti allait être prolongé. Les médias attestent que « le meilleur rôle de Moretti est celui de directeur du festival... », niant sa personnalité complexe : réalisateur, acteur, producteur, créateur de la Sacher Film, exploitant de salle et spectateur, critique des films et de la politique italienne... S'il dialogue avec des cinéastes ou les réalisateurs des films qu'il aime, ce n'est pas grâce à sa fonction de directeur, c'est parce qu'il a une véritable curiosité pour l'Autre. Ainsi, en 2007, Wim Wenders et, en 2008, Polanski étaient interrogés. Mais Moretti dialogue aussi avec des réalisateurs italiens des débuts du cinéma engagé, après le néoréalisme : la rencontre avec Giordana, auteur de l'épopée à succès *Nos Meilleures Années*, qui présente un film de 1980 : « *Maledetti vi amero* » (*Maudits, je vous aimerai*) avec un personnage proche du Michele que Nanni Moretti incarnait lui-même à ses débuts. Un homme revient à Rome, au bout de cinq ans passés en Amérique latine. Il ne réussira pas à s'intégrer et à raccrocher les wagons. Il mourra à l'occasion d'une « bavure policière », fait divers qui pourra être exploité par la droite et par l'extrême gauche. Ce coup d'œil ironique sur la politique italienne fut le prétexte pour dialoguer et parler de cette rupture du pacte démocratique que constituent l'assassinat de Pier Paolo Pasolini<sup>2</sup> et celui d'Aldo Moro par les Brigades rouges. Selon Giordana, les cinquante-cinq jours de détention d'Aldo Moro changèrent le monde. Depuis, l'Italie n'est plus la même et de cette faille sont sortis les monstres de la vie politique d'aujourd'hui, épinglés par Moretti dans *le Caïman* et dépeint dans *Il divo* et *Gomorra*, primés à Cannes et sortis depuis sur nos écrans... Le grand vainqueur de ce festival est cet esprit-là, cette liberté de parole pratiquée à Turin et qui n'existe nulle part ailleurs.

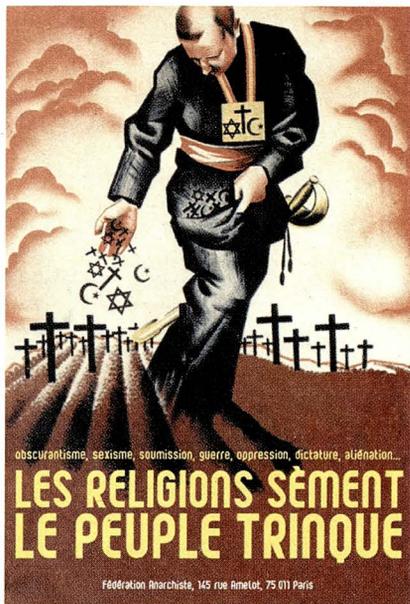
Parlons un peu des films stars de ce festival. Tout d'abord *Tony Manero* de Pablo Larrain (grand prix de Turin, prix Fipresci et prix du

meilleur acteur à Alfredo Castro), un film chilien qui parle de ces mêmes années, de '72 et '82, et de l'envie d'un jeune d'être Travolta dans *la Fièvre du samedi soir*. *Tony Manero* est sorti en salles en Italie. Fallait-il le distinguer trois fois au lieu de découvrir de nouveaux talents comme le remarque la Fipresci ? Pourtant il y en avait : *Quemar las naves* de Francisco Franco, un chef-d'œuvre mexicain de sensualité et de finesse, Prix du public ; *Mein Freund aus Faro* de Nana Neul, allemand, avec une interprète extraordinaire : Anjorka Strechel – mais c'est Emmanuelle Devos qui décrocha le prix de la meilleure actrice avec *Non-dit* de Fien Troch) – ; *Entre os dedos*, de Guedes & Serra, portugais, rappelait au-delà du drame social que l'Angola et les dérives coloniales ne sont pas oubliées, Prix Cipputi ; *The Shaft* de Zhang Chi, chinois, réussit un portrait familial tout en finesse, les individualités et leurs rêves respectifs, la sœur, le frère et un père admirable ; le film le plus intéressant n'était ni *Die Welle (la Vague)* de Dennis Gansel, distingué pour son scénario, plébiscité par ce public de jeunes qui se pressent à Turin, ni *le Prince de Broadway*, de Sean Baker, où un joyeux luron (ghanéen sans papiers) est sommé de s'occuper de son gamin et découvre les joies cachées de la vie forcée avec son gamin. (Prix spécial du jury). Le plus déroutant fut un film de jeunes et de vampires de Tomas Alfredson : *Lat Den Rätte Komma in (Laisse entrer le « bon »)*, adapté d'un roman à succès, visible dans la section « L'état des choses », ainsi qu'une autre perle : *le Chant des mariées* de Karin Albou (sortie à Paris le 17 décembre) : scène choc du film, l'épilation d'une jeune femme avant son mariage. Le premier film de Karin Albou, *la Petite Jérusalem*, était la peinture réussie d'une émancipation dans un cadre contraignant. *Le Chant des mariées* raconte l'amitié de deux gamines qui se muent en femmes amoureuses et un épisode mal connu de la cohabitation entre juifs et arabes à Tunis où tout se complique en 1942 avec l'arrivée des Allemands...

Heike Hurst

1. *La seconda volta* (La deuxième fois), un film politique où Moretti joue un professeur avec une balle dans la tête qu'une étudiante (Valeria Bruni-Tedeschi) avait tirée sur lui.

2. On ne sait toujours pas qui était le commanditaire de ce meurtre.



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

## Abonnez-vous!

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout:

[www.librairie-publico.com](http://www.librairie-publico.com)

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format. pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site:

[www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com)

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner: 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



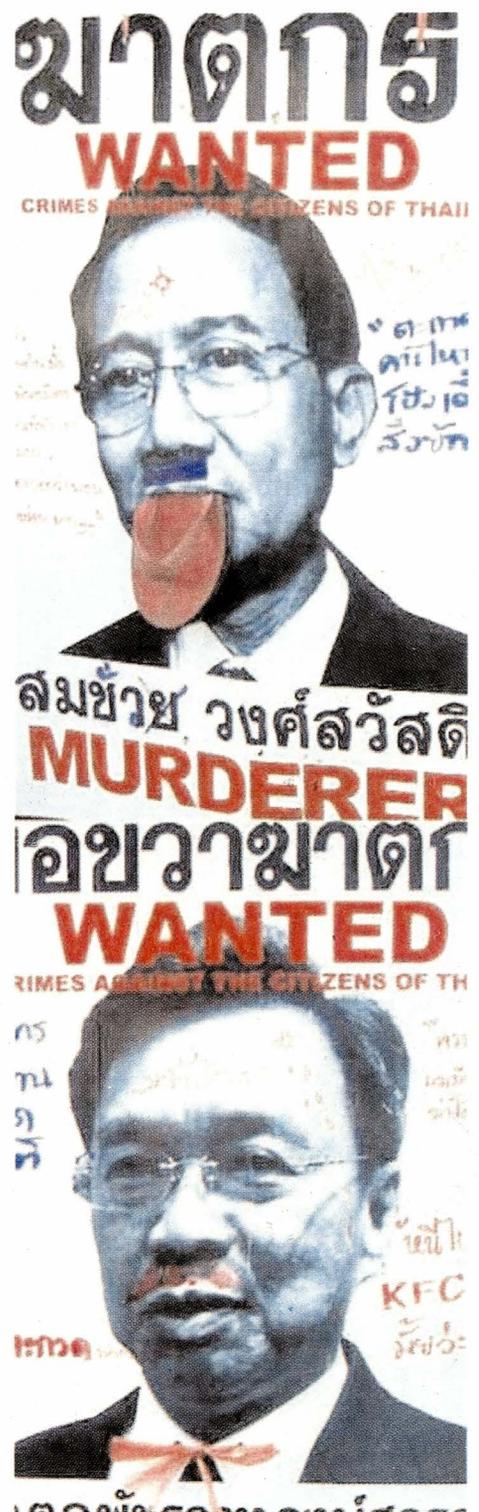
Nouvelles coordonnées du groupe Lairial de la Fédération anarchiste: l'épicerie du Pré, 31, rue du Pré, 72000 Le Mans.

Permanence libertaire le samedi à 18 heures et « Café libertaire » le premier samedi du mois à 16 heures.

## Divergences n° 16

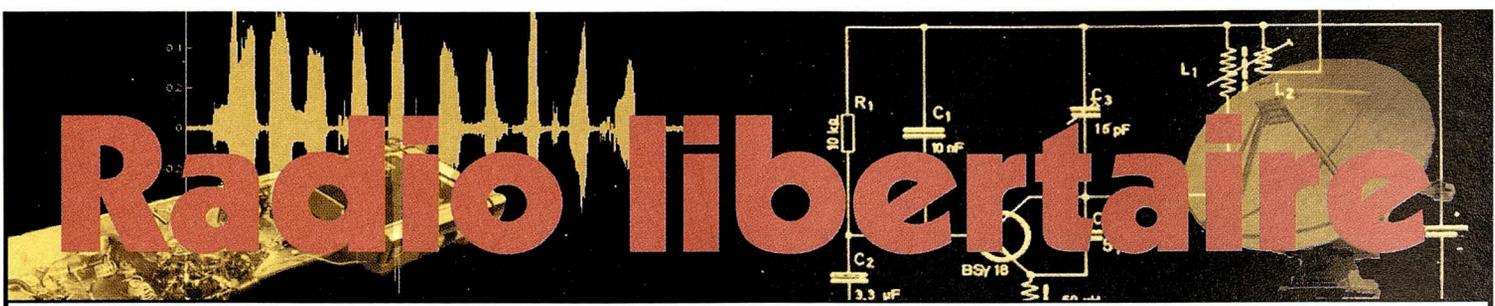
Revue anarchiste internationaliste En ligne

ACTUALITÉ OBLIGE, vous trouverez dans ses colonnes un dossier aussi complet que possible sur « L'affaire de Tarnac et l'ultra-gauche » en France, une histoire de caténaires, revue de presse, commentaires et documents ainsi que des photos et commentaires sur l'insurrection rampante en Thaïlande. Et bien d'autres articles sur la crise économique, sur l'élection d'Obama et son rapport aux latinos. Pour ceux qui lisent l'anglais une interview fort intéressante sur ces élections de Chomsky. Vous lirez aussi les rubriques habituelles: théorie, critique, etc., Cinéma et Livres et revues. Ainsi que des articles en anglais, allemand et espagnol.



## Anartiste n° 13 est paru

Un dossier sur l'artiste Anne Van der Linden, un discours d'Élisée Reclus prononcé en 1824 intitulé « L'Anarchie », et que le compagnon Bidault republia en 1924 dans sa brochure mensuelle, un extrait de *La folle légende des squats célestes*, de l'artiste post-dadaïste Jean Starck, illustré de reproductions de quelques œuvres de Jean Starck, une nouvelle de G. Nez-Deludes, la reproduction d'une œuvre de Willy, une intervention de Marie Jakobowicz à propos des sans papiers, la chronique de Félip Equy.



# Radio libertaire

## Jeudi 11 décembre

**Chronique hebdo** (10h00) Commentaire de l'actualité.

**De rimes et de notes** (12h00) Actualité de la chanson et du spectacle.

**Radio cartable** (14h00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

**Bibliomanie** (15h00) Autour des livres.

**Si vis pacem** (18h00) Jouets guerriers.

**Les enfants de Stonewall** « Affinités électives » (19h30)

**Entre chiens et loups** (20h30) Art & Anarchie.

**Epsilonia** (22h00) Musiques expérimentales.

**Deux sous de scène** (15h30) Magazine de la chanson vivante.

**Bulles noires** (17h00)

**Tribuna latino-américana** (19h00)

## Dimanche 14 décembre

**Goloss trouda, la voix du travail** (08h00)

**Ni maître, ni dieu** (10h00) Pensée libre.

**Folk à lier** (12h00)

**Tempête sur les planches** (14h00) Un conte qui donne à comprendre au jeune public ce qu'est la différence et le regard cruel du monde sur celui qui est né différent.

**Echos et frémissements d'Irlande** (18h30)

**Désaxés** (20h30) Le cinéma en zone libre.

**Les liaisons dangereuses** (Seppuku) (22h00) Musiques électroniques.

## Lundi 15 décembre

**Lundi matin** (11h00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

**Les partageux de la Commune** (13h00)

**Afr(0)ndes** (16h30)

**La santé dans tous ses états** (18h00) Santé et politique.

**Le Monde merveilleux du travail** (19h30) Anarcho-syndicalisme.

**Ça urge au bout de la scène** (21h00) Actualité de la chanson.

**De la pente du carmel, la vue est magnifique** (22h30)

## Mardi 16 décembre

**Le Parisien libertaire** (8h00)

**L'idée anarchiste** (14h30)

**Les amis d'Orwell** (16h00) Anti-vidéosurveillance

**Des oreilles avec des trous** (dedans) (17h00)

**Pas de quartiers...** (18h00) Archéologie du phallus, peut-être: tous à vos cyclotrons à germanium!

**Radio libertaria** (20h30) Émission de la CNT/AIT.

**Muzar** (22h30) Autour de l'art contemporain.

## Mercredi 17 décembre

**Court-circuit** (09h30) Philosophie, Art et Politique.

**Blues en liberté** (10h30) Memphis Slim des États-Unis à Paris, par Thierry Porré.

**Sans toit ni loi** (12h00)

**Le manège** (14h00) Littérature & Cinéma. Par Boris Beyssi et Heike Hurst.

**Léo 38** (16h00) Reggae.

**Décalages horaires** (17h00)

**Femmes libres** (18h30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

**Ras les murs** (20h30) Actualités des luttes de prisonniers.

**Traffic** (22h30)

**Free Libertaire** (00h30) Musiques alternatives.

## Vendredi 12 décembre

**Petits matins pour le grand soir** (08h30)

**Zones d'attraction** (11h30)

**Place aux fous** (13h00)

**Les oreilles libres** (14h30) Pour un rock libertaire.

**Radio espéranto** (17h30)

**L'invité du vendredi** « Trait d'union » (19h00)

**Offensive** (21h00) Libertaire et sociale.

**Ça booste sous les pavés** (22h30)

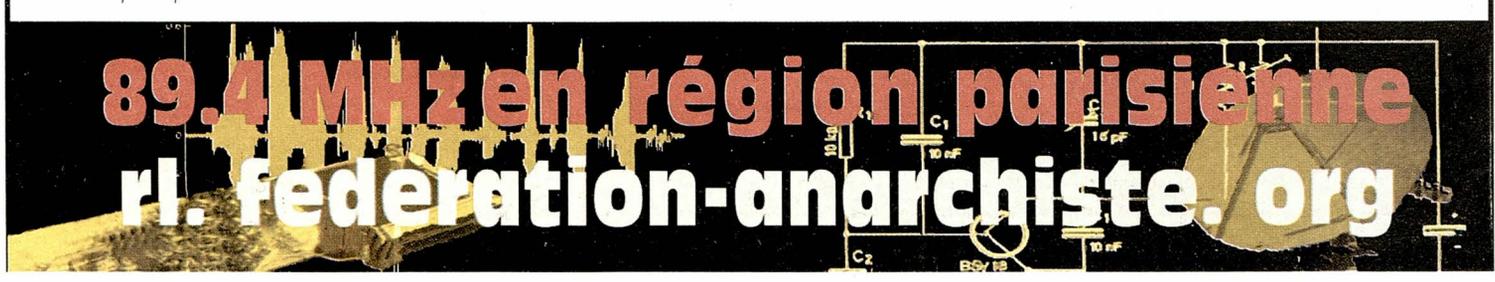
## Samedi 13 décembre

**Réveil Hip Hop** (08h00)

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier** (10h00)

**Chronique syndicale** (11h30)

**Chroniques rebelles** (13h30) Karin Albou, réalisatrice du film *Le Chant des mariées*, Serge Utgé-Royo, pour son nouvel album *Traces publiques*.



89.4 MHz en région parisienne  
rl.federation-anarchiste.org

## Jeudi 11 décembre

### St-Marcellin (38)

20 heures. Le groupe La rue rôle de la Fédération anarchiste et Amnesty International vous invitent à un cinéma-débat autour du film *Les bureaux de dieu* sur le Planning familial, au cinéma les Méliès, boulevard Riondel. Entrée: 6,50 euros. Contact: laruerale@no-log.org

### Rennes (35)

20 heures. Réunion publique « Fichages, Contrôle Social, Biométrie, de quelle société voulons-nous? » organisée par le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste. Carrefour 18, 7 rue d'Espagne, métro Fréville ou Italie.

## Vendredi 12 décembre

### Besançon (25)

20h30. Conférence débat contre le délit d'outrage, avec Jean-Jacques Reboux et Romain Dunand (CNT et RESF Jura) du Collectif pour la dépenalisation du délit d'outrage (Codédo), organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste, à la librairie *L'Autodidacte*, 5, rue Marulaz, entrée libre.

### Vannes (56)

20h30. Projection-débat autour du film *The take*: en 2001, en Argentine, face à la crise, les travailleurs autogèrent leurs usines. Et nous, aujourd'hui? Salle Corvette, au Palais des Arts. Entrée libre. Organisée par le groupe libertaire Lochu de la Fédération anarchiste Vannes/Lorient.

### Saint-Denis (93)

20 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Michel Onfray animera une conférence-débat intitulée: Engagement, militantisme et plaisir. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, Porte de Paris, ou RER D.

## Samedi 13 décembre

### Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Nicole Maillard-Déchenans autour de son

livre *Pour en finir avec la psychiatrie. Des patients témoignent.* à L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Sylvain Boulouque parle de son livre *Les Listes noires du PCF.* Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métro Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

### Paris XX<sup>e</sup>

18 heures. Caroline Granier vous invite à fêter la parution de son livre *Les Briseurs de formules* (Ressouvenances), étude de l'engagement des écrivains anarchistes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Présentation suivie d'un pot (apportez ce que vous voulez), à l'Espace Louise Michel, 42 ter, rue des Cascades.

## Mardi 16 décembre

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. De l'espace public à l'espace publicitaire *Odysséum* à Montpellier. Avec Jean-Pierre Garnier. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, Porte de Paris, ou RER D.

## Mercredi 17 décembre

### Paris XI<sup>e</sup>

19h45. Villes et résistance sociale, projection du film *Art Security Service* (1h30) puis débat avec Benoit Eugène (rédacteur en chef de la revue *Agone*), Bernard Mulliez (réalisateur du film) et Jean-Pierre Garnier (chercheur au CNRS) au CICP, 21 ter rue Voltaire.

## Jeudi 18 décembre

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de St-Denis. Le communautarisme, un nouveau système de régulation politique avec Julien Landfried, directeur de l'Observatoire du communautarisme. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, Porte de Paris, ou RER D.

## Samedi 20 décembre

### Rouen (76)

15 heures. Conférence-débat avec Nicole Maillard-Déchenans, autour de son livre *Pour en finir avec la psychiatrie*, paru en mai 2008 aux Éditions Libertaires. Librairie *L'Insoumise*, 128 rue Saint-Hilaire.

## Samedi 3 janvier

### Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire. L'autorité instituée est-elle nécessaire? Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

## Samedi 10 janvier

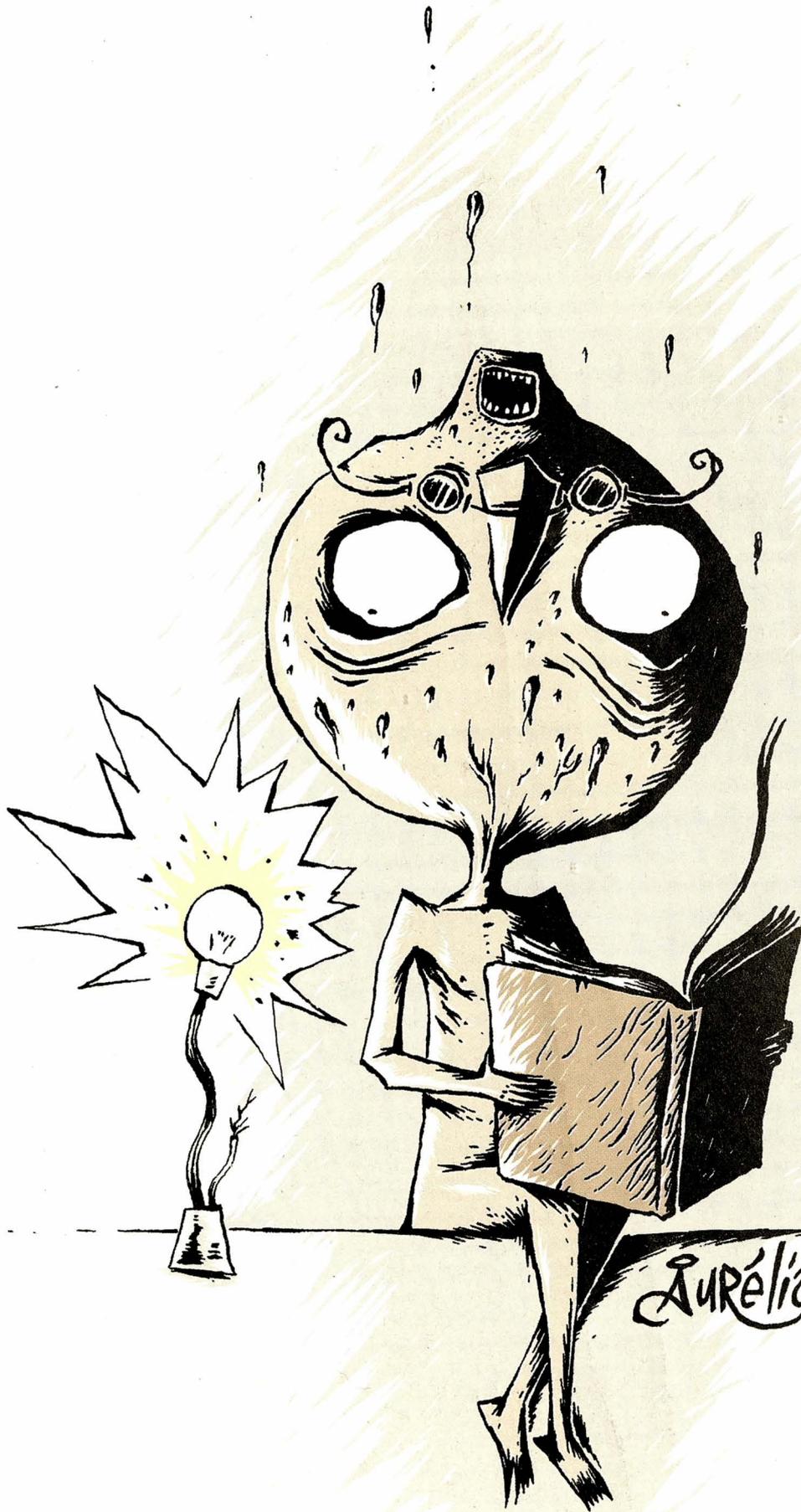
### Marseille (13)

17 heures. *Le réseau d'évasion du groupe Ponzan* d'Antonio Téllez Sola publié au Coquélicot. Causerie animée par Juanito Marcos et Yves. Au CIRA, 3 rue Saint-Dominique.

## Jeudi 15 janvier

### St-Marcellin (38)

20 heures. Le collectif associatif dont fait partie le groupe La rue rôle de la FA vous invite à un cinéma-débat autour du film *Nos enfants nous accuseront* au cinéma les Méliès, boulevard Riondel. Entrée: 6,50 euros. Contact: laruerale@no-log.org.



Aurélien 2008